

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 20
DIMANCHE 21 NOVEMBRE
N° 309 1,50 F
Belgique : 1b FB
Commission paritaire : 56942

**Les pêcheurs
bretons face
aux chalutiers
soviétiques**

UN REPORTAGE
D'ERIC BREHAT

2^e tour des législatives partielles

A GAUCHE COMME A DROITE LEURS QUERELLES S' AIGUISENT

Ce deuxième tour des élections partielles se déroulera, comme le premier, avec un grand absent : la classe ouvrière, les larges masses populaires, leur combat, leurs espoirs. A droite, tandis qu'on se querelle sur la meilleure tactique électorale possible, on s'entend sur l'essentiel : assurer, avec l'application du plan Barre, une aggravation considérable du niveau de vie populaire. A gauche, tandis que les principaux dirigeants du parti socialiste souhaitent ouvertement le succès du plan d'austérité, le parti révisionniste s'oppose de toutes ses forces à toute extension des luttes susceptible de lui faire échec. Réhault, IMRO, Léon Brosse, les Caisses d'Épargne, autant de luttes qui marquent la période : de celles-là, et de tant d'autres, qui en a entendu parler pendant la campagne électorale ?

Mais, plus d'un mois après le 7 octobre, la volonté de lutte de la classe ouvrière suscite bien des difficultés aux partis bourgeois, quelle que soit leur étiquette. A la «majorité présidentielle», d'abord, qui fait le compte des voix perdues dimanche dernier, et où l'on se querelle désormais ouvertement sur la manière de faire face à une situation sans issue.

Mais aussi du côté de l'union de la gauche, la poursuite de l'ascension du PS, l'effritement de l'influence électorale du PCF, provoquent à l'intérieur de celui-ci de réelles difficultés politiques. La direction révisionniste a beau tenter d'expliquer aux militants que ses voix ont progressé dans la classe ouvrière, l'examen des résultats d'une circonscription comme celle de Villefranche démontre le contraire. La réaffirmation des choix faits au moment du XXII^e Congrès, axant l'essentiel des efforts en direction des cadres, indique au demeurant que la pré-

tention au titre de «parti ouvrier» n'est plus qu'une façade chaque jour plus fragile.

Passé dimanche, n'en doutons pas, c'est d'autres élections que, désormais, on va nous rabattre les oreilles :

les municipales du mois de mars. Restera, pour les travailleurs, la préoccupation fondamentale qui ne les a jamais quittés : face au plan de chômage et de vie chère, faire front, sans attendre, ni mars 77, ni le printemps 78.

**LES ELECTIONS A VILLEFRANCHE
DE NOTRE CORRESPONDANT,
VOIR P. 2**

STIRN A DJIBOUTI

*Après une année d'échecs
le gouvernement français
manœuvre pour maintenir
sa base militaire*

Stirn va passer son week-end à Djibouti. Il va essayer une fois encore de trouver les moyens de maintenir la «présence française» dans le cadre de l'indépendance. En principe, un référendum doit se tenir au tout début de 1977, dont le résultat ne fait aucun doute : une écrasante majorité de ceux qui pourront voter se prononcera pour l'indépendance. Les problèmes restent cependant nombreux.

Suite p. 8

**Exigeons
la levée de
l'inculpation
de Michel
Romain.**

RESPONSABLE
DU CRAV

Voir p. 5

POLOGNE

**Une dénonciation
des sévices
policiers contre
les ouvriers
de Radom et Ursus**

Voir p. 7

ESPAGNE

LES CORTES VOTENT LA «RÉFORME» DE SUAREZ

*Mais, la répression
continue...*



De Madrid au Pays Basque : un an après la mort de Franco, de nombreux militants sont toujours en prison et les grèves sont toujours violemment réprimées

Le Parti de Fraga Iribarno, qui menaçait de ne pas participer au vote s'il n'avait pas satisfaction, a finalement cédé. Le gouvernement a modifié le texte initial de telle sorte que ceux-ci aient l'assurance d'obtenir un nombre important de députés. C'est ainsi que chaque province aura un minimum de députés, quelle que soit sa population : le Parti d'Iribarne qui contrôle les notables ruraux aura ainsi l'assurance d'une importante représentation alors que dans le projet initial certaines provinces peu peuplées auraient eu un seul député voire, un pour deux provinces.

Les Cortes ont finalement voté à une écrasante majorité le projet de réforme préparé par Suarez.

Aux termes de cette loi, un parlement est institué, composé de deux chambres : un congrès de 350 députés élus au suffrage universel direct, secret de tous les Espagnols âgés de plus de 21 ans ; un sénat de 207 membres parmi lesquels 41 sont nommés par le roi, les autres élus.

Cette décision est la mise en place de la «démocratisation», dont la première manifestation sera le référendum qui doit se dérouler au cours de la première quinzaine de décembre.

Suite p. 7

LE SIONISTE
MOSHE DAYAN
A PARIS

«Nous devons envisager l'usage d'armes atomiques».

Voir p. 7

Après
les élections
au Canada

Le
Québec
des tra-
vailleurs.

Voir p. 9

Soirée des Amitiés
Franco - Chinoises : «Le peuple chinois se rejouit, nous nous rejouissons avec lui».

Voir p. 7

Léon Grosse

RÉPRESSION
POLICIERE

La riposte est immédiate

Voir p. 4

POLITIQUE

Les candidats de dimanche



Avant le deuxième tour

VILLEFRANCHE SUR SAÔNE

LES TRIBULATIONS DE DUCRAY ET DU PCF

Plus de 40 % d'abstentions au premier tour ; dans certaines communes, plus de la moitié des électeurs ne se sont pas déplacés pour voter. D'ailleurs, les réunions électorales n'avaient guère attiré les travailleurs de la circonscription. Pour les «têtes d'affiche» : Mitterrand, Colpin du PCF, Mousel du PSU, ce sont surtout des gens aisés, cadres, petits et moyens bourgeois, qui s'y sont rendus comme au spectacle.

LA «MAJORITÉ» EN CHUTE LIBRE

A Villefranche, Ducray est arrivé derrière le candidat du PS dans dix bureaux sur quinze. S'il se maintient dans les quartiers du centre, commerçants et bourgeois, il perd nettement des voix dans les deux quartiers populaires de Béliigny et de Belleroche : c'est là précisément, que les travailleurs sont les plus touchés par la crise et le plan Barre. Certes, Ducray avait tout fait pour passer sous silence cette réalité ; mais les travailleurs ne s'y sont pas trompés ; ce sont deux mille cinq cents voix qu'il perd au

total, dont mille trois cent cinquante rien qu'à Villefranche.

Pour essayer de combler son retard, le brain-trust du candidat RI a décidé de faire du porte-à-porte électoral, contrairement à son habitude ; le choix des quartiers où il s'effectue est cependant significatif : à notre connaissance, aucun ouvrier n'a encore reçu sa visite. Il a également reçu l'appui des représentants parisiens de la majorité : Chinaud, Tibéri, Ruffenacht, Méhaignerie, étaient à Villefranche jeudi soir, et Guichard vendredi.

LE PCF : IL PERD LES VOIX OUVRIÈRES

Quant au PCF, c'est dans les villes les plus ouvrières qu'il perd le plus de voix par rapport à 1973 : à Belleville, de deux cent quarante neuf à cent cinquante et une voix ; à Gleizé, de deux cent quatre à cent trente quatre ; à Limas, de cent cinquante trois à quatre vingt onze.

Dans certaines communes ouvrières, il perd même près de la moitié de ses suffrages : à Anse, cent trente six à soixante sept ; à St Jean d'Ardières, quatre vingt neuf à cinquante trois.

Si pour les travailleurs, ce résultat est une surprise, il entraîne aussi une certaine satisfaction amusée, qui en dit long : c'est le «soutien» apporté par le PCF aux luttes ouvrières de Villefranche qui reçoit ainsi son juste salaire. L'intervention paternaliste des élus, la signature de pétitions, à propos desquelles les révisionnistes font grand bruit, ne suffisent pas à faire oublier l'attitude du la CGT, qu'il contrôle ici étroitement : que ce soit chez

où les travailleurs attendent depuis de longs mois la fermeture sans qu'aucune perspective de riposte se soit dégagée à ce jour. Toutes les initiatives de masse, telles que les comités de soutien à Titan-Coder et à Pizay (ouvriers agricoles), le comité de lutte contre la répression (au moment des appelés et des syndicalistes), le comité de lutte contre le chômage, ont vu également les révisionnistes se dresser sur leur chemin. Aussi, les travailleurs de Bonnet par exemple s'évanouissent-ils par enchantement du paysage quand les élus ou candidats du PCF se présentent à la porte de l'usine.

EXPLICATIONS EMBARRASSEES

Comment le PCF expliquera-t-il cette contradiction : alors qu'il revendique 77 adhésions pendant cette campagne, il a perdu mille sept cents voix. Reconnaisant sa défaite, il l'attribue à des causes secondaires : circonscription choisie par la majorité, scrutin défavorable ; ou encore, manifestant son mépris des masses, il affirme que l'utilité ou la nécessité du vote le plus clair, c'est-à-dire communiste, n'ont pas encore été

progressé— dans les grands crus du beaujolais : Villié-Morgon, Juliéna, Chiroubles, où l'on trouve la plus forte proportion de paysans riches : le choix, comme suppléant, d'un viticulteur propriétaire à Villié-Morgon, allait dans ce sens. Cepen-

dant, la propagande était aussi importante en direction des ingénieurs, techniciens et cadres : appel au «dialogue» dans le journal local, affirmation à la fête locale du parti des intérêts convergents entre petits patrons et OS.

POUR LE PS TOUTE VOIX EST BONNE A PRENDRE

La progression du PS s'explique par trois facteurs : l'honorabilité du candidat (à défaut de compétence ou d'idées neuves) ; la disparition du candidat «réformateur» de 1973, Rosselli maire de Belleville, qui cristallisait une vieille tradition radicale, et dont le PS a récupéré une partie des voix. Enfin, les voix prises au PCF. C'est que, nous ont dit des travailleurs, il est de plus en plus difficile de voir clairement ce qui sépare ces deux partis, sinon qu'ils sont en compétition pour le pouvoir. De nombreux électeurs ont simplement voté pour le plus fort des deux. Des travailleurs de Villefranche nous ont même parlé du PCF comme d'un «PS bis».

LE SOUTIEN DES FASCISTES

Pour le second tour, le candidat du parti socialiste a reçu le soutien des autres partis de l'Union de la gauche, du PSU et des trotskystes, et... du Front National (2,2 % des voix, surtout dans les cantons ruraux). A ce jour, le PS n'a publié aucun démenti sur le soutien que les fascistes lui apportent, et qui risque d'être décisif dimanche. Mais de nombreux travailleurs répugnent à mélanger leurs voix avec celles du candidat qui a déclaré pendant la campagne : «les étrangers, au nombre de cinq millions, viennent chaque jour prendre la place des Français qu'on empêche de naître».

POUR LES MASSES DE TRISTES RECORDS



Titan Coder : devant l'usine occupée. Le PCF porte la responsabilité de l'échec.

Titan Coder, Cincinnati ou Bonnet, elle n'a cessé de freiner les luttes, d'empêcher leur extension, et de saboter un certain nombre d'initiatives positives de la CFDT.

DE LOURDES RESPONSABILITES

Chez Titan Coder, notamment, les travailleurs ont payé de nombreux licenciements la soumission qui leur a été imposée. Actuellement le PCF porte la responsabilité du pourrissement de la situation à l'usine Cincinnati (machines-outils),

perçues. La vraie raison, c'est un travailleur qui la donne : «A force de tendre la main aux cadres, et de prétendre défendre les travailleurs, on n'arrive plus à tromper personne. Cette fois, il n'y a plus eu que 10 % des électeurs pour lui faire confiance».

Derrière les positions officielles de leur parti, des contradictions se développent chez les militants du PCF, profondément atteints, et dont certains s'interrogent sur le programme commun, les perspectives du XXII^e congrès.

Par ailleurs, le PCF s'est maintenu —et a même

Il reste que, au second tour comme au premier, cette campagne se déroule totalement en dehors des préoccupations des masses ouvrières : les travailleurs immigrés, qui sont à Villefranche un quart de la population active, sont frappés, inquiétés, emprisonnés, par une police raciste, mais aucun parti, dans cette campagne, n'a pris le risque de dénoncer ces faits. La lutte contre la crise et les effets du plan Barre sont également passés sous silence.

Or, depuis un an, de nombreuses entreprises ont

fermé ou licencié : Mégatex, Damos, Utica, Gillet-Thaon, Dubur, Cincinnati, Bonnet, à Villefranche ; Astra (plastique) à St Georges de Reneins, Miro à Belleville. Le chiffre du chômage qu'atteint mille six cents à mille sept cents, n'a jamais été aussi élevé à Villefranche : un syndicaliste, qui travaille à l'ASSEDIC nous disait qu'il n'arrivait plus à traiter les dossiers dans des délais corrects, et que les offres d'emploi avaient presque totalement disparu. Chez Bonnet, la restructuration se traduit par le licenciement des ouvriers de plus de cinquante neuf ans, le démantèlement de l'entreprise (le secteur congélateurs passe directement dans les mains de la Thomson), l'augmentation des cadences aux congélateurs, les salaires qui ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie.

La journée du 7 octobre, très largement suivie à Villefranche, en particulier dans de petites usines qui n'avaient jamais fait grève, avec la manifestation la plus importante depuis 1968 (mille personnes environ), a posé la question d'une voie toute autre que celle des élections pour faire payer la crise à la bourgeoisie.

Correspondant.

De haut en bas : Préonnet, Julien, Achille Fould, Poutissou, Ducray, Destremeau, Cuguen.

Poniatowski récidive, il s'en prend aux manifestations

Prenant la parole pour présenter le budget du ministère de l'intérieur, Poniatowski a de nouveau amalgamé actes de banditisme et manifestations, occupations d'usines sous le vocable de « violence ». Et il a attaqué les travailleurs qui manifestent, déclarent : « L'ordre public est aussi troublé par certains types de manifestations sur la voie publique », pour s'en prendre à la liberté de manifester. C'est ainsi qu'il a tenté de justifier l'utilisation des forces de police pour réprimer les manifestations, expulser les travailleurs de leur entreprise.

Il a promis aux flics qui se plaignent de l'insuffisance de leur solde que la parité sur la gendarmerie serait rétablie. Généreux avec ses troupes de choc, Poniatowski l'est beaucoup moins envers le réseau routier qui relève pour partie de son ministère. Les crédits du Fonds spécial d'investissements routiers n'augmenteront que de 7 % les crédits pour les routes nationales ne progresseront que de 4 %.

BUDGET DES PTT : DES CRÉDITS POUR LE TÉLÉPHONE PAS POUR LES POSTIERS

Vendredi, Ségard, nouveau ministre des PTT a présenté le budget de son ministère. Au même moment, à l'appel de la CGT et de la CFDT, les postiers étaient en grève, pour un salaire minimum à deux mille trois cents francs, l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation des effectifs. Sur tous ces points, le gouvernement n'est pas disposé à leur accorder satisfaction.

Si l'ensemble du budget

connaît une progression de 25 % et passe devant le budget de la Défense avec 59,4 milliards de francs, la répartition des nouveaux crédits est inégale. L'équipement téléphonique se taille la part du lion. L'enveloppe du téléphone est doublée par rapport à 75 ; 1,7 million de raccordements téléphoniques devraient intervenir en 77. La poste aura une rallonge appréciable également : plus 22 %. Mais, ces sommes vont être con-

sacrées à la modernisation et à l'automatisation des centres de tri. Il en résultera une aggravation des conditions de travail des postiers, soumis à des cadences de plus en plus dures, et le démantèlement des centres de tri les plus combatifs lors de la grande grève d'octobre 74.

Quant aux salaires, Barre a déjà tranché la question : ce sera le blocage.



ENTRE DEUX TOURS...

A GAUCHE...

Si la querelle Giscard-Chirac, à l'intérieur de la « majorité », tient actuellement la vedette, des craquements significatifs commencent à se faire entendre en face. A l'intérieur du PCF, en particulier, le résultat du premier tour suscite bien des interrogations ; l'embarras de l'Humanité, ces deux derniers jours, en était le signe.

A la suite d'une conférence de presse de Marchais, une version de ses propos paraissait jeudi matin, corrigée par une autre vendredi. L'essentiel du développement supprimé le premier jour disait ceci : « Si les travailleurs veulent avoir la garantie que l'alternance sera respectée, que le changement sera bien réel, que la mise en œuvre du programme commun sera bien effectif, alors, oui, il leur faut porter au pouvoir une gauche équilibrée dans laquelle leur parti, le PCF, aura la place qui lui revient. »

Jusqu'à quel point ménager l'allié socialiste, sans trop susciter le mécontentement des militants, qui voient les résultats électoraux s'effriter, voilà une question qu'on semble décidément avoir des difficultés à résoudre chez les révisionnistes.

A DROITE

Monsieur Destremau, candidat républicain indépendant dans les Yvelines, se plaignit l'autre jour au Quotidien de Paris d'avoir : « Beaucoup souffert de son image d'ami du président, de giscardien patenté » : « Il y a un tassement de l'image de monsieur Giscard d'Es-

taing dans l'opinion ». Cependant, l'UDR, confortée par le succès de Chirac et de son fidèle Tibéri, et par les revers des autres partis de la « majorité », entend bien mettre la situation à profit pour tailler des croupières à ses alliés giscardiens. Le bureau exécutif de cette formation, réuni en l'absence de Debré, Chaban

et Chirac, a décidé de faire appel auprès de Barre de sa décision concernant le candidat de la majorité à la mairie de Paris, et qui s'était porté sur le républicain indépendant d'Ornano.

Celui-ci, annonce-t-on, « poursuit ses consultations ».

Les résultats du 1^{er} tour

	A GAUCHE	A DROITE
ALLIER	PCF : Marcilly (22,18%) PS : Belorgey (21,17%) Gaufr. maintenu Guillaumin (5,38%) Trots-PSU (2,18%)	Rad. Péronnet (46,19%) FN Waterloot (1,73%)
GIRONDE	PCF : Chancogne (12,5%) PS : Julien (35,5%) Trots. PSU : (2,28%)	CDS : Achille Fould (49,6%)
RHÔNE	PCF Vilanova (10,31%) PS : Poutissou (34,58%) MRG : Cimetière (4,12%) Trots. PSU : (3,87%)	RI : Ducray (44,80%) FN Bacckeroot* (2,22%)
YVELINES	PCF : Cuguen (26,05%) PS Questiau (17,01%) MRG Vastel (1,72%) Trots. PSU Ecol. (5,66%)	RI Destremau (21,44%) CDS : Damien (18,66%) FN de Ventavon (1,87%)

* Dans le Rhône, le Front National appelle à voter PS.

LA REFORME DU LOGEMENT ADOPTEE AU SENAT

Fourcade refuse l'indexation

La réforme du logement a été adoptée par les sénateurs en première lecture, avec quelques modifications. Les principales discussions ont porté sur l'indexation de l'aide personnalisée au logement qui remplacera l'allocation logement. Sur ce point malgré des concessions apparentes, le gouvernement n'a pas accepté le principe de l'indexation. Il a simplement admis que le barème serait révisé chaque année : « compte tenu de l'évolution des prix de détail, et du coût de la construction, après avis d'un conseil de

l'aide personnalisée au logement ». En clair, cela signifie que la nouvelle aide au logement connaîtra une progression inférieure à celle de l'indice officiel des prix qui minimise déjà la hausse réelle des prix. C'est-à-dire que le gouvernement compte diminuer au fil des années, l'aide au logement.

Par contre les loyers augmenteront d'au moins 30 % avec la mise en place de la fameuse réforme. Quant aux impôts locaux, ils connaissent cette année une nouvelle hausse : 14 % à Paris notamment.

CESAR-MITERRAND

« Je n'ai pas de jalousie d'auteur. A chacun ses œuvres, mais j'apprécierais qu'on rendît à Cesar ce qui appartient à Cesar... par exemple, en restituant à la gauche la régulation des naissances, l'âge civil à dix-huit ans, le divorce par consentement mutuel et beaucoup d'autres choses encore, ... y compris l'indexation de l'épargne populaire. »

L'entreprise de vidage de substance du programme commun poursuivie par Giscard est ainsi publiquement reconnue par le premier secrétaire du PS. A nous de tirer la conclusion : c'est que ce programme, et particulièrement l'interprétation qu'en donne le parti socialiste, n'était pas si éloigné que ça de la politique de la droite. La preuve, c'est qu'elle peut l'appliquer.

GUICHARD CONTRE CHIRAC

Guichard, ministre d'Etat UDR, s'est inquiété que la majorité « n'arrive pas, dans les affaires électorales graves, à rester unie ». Particulièrement, il a apprécié de manière très ambiguë l'initiative de « rassemblement » de Chirac. Tout en disant que « renforcer l'UDR est bien », il s'est empressé d'ajouter que « tout rassemblement de la majorité présidentielle autour d'une autre personne que le président de la République est impensable ». Quand on sait que Chirac, précisément, entend dépasser les limites de l'UDR, notamment pour débaucher des députés et des personnalités des autres partis de la « majorité », la déclaration de Guichard apparaît comme un désaveu pur et simple.

MUNICIPALES : LA REUNION DE LA DROITE

Le maire républicain indépendant de Toulon, Arreckx, s'en prend dans un communiqué au député UDR, Simon Lorient, qui prétend présenter une liste contre lui en mars prochain. « M. Simon-Lorient mène contre notre municipalité une campagne de démagogie, de contre-vérités et d'intoxication locale et nationale ».

● A Saint Lô et à Perpignan, des listes se réclamant de la majorité présidentielle se trouveront en concurrence. Dans la première ville, celle de Patounas (RI) et celle de Daillet (secrétaire national du CDS) ; dans la deuxième, celle d'Alduy (exclu du PS) et de Camo (RI)

Problèmes du marxisme-léninisme

Comme nous l'avions indiqué, en commençant cette rubrique, nous réservons notre parution de fin de semaine aux lettres ou textes que les militants de l'OC-GOP et de Révolution voudront nous adresser en réponse aux positions que nous développons dans ces colonnes durant le reste de la semaine. Nous renouvelons ici notre proposition du premier jour.

Nous reprendrons dans notre prochaine édition la suite de cette rubrique.

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

Les travailleurs de Schlumpf restent vigilants !

« Il y en a assez des tergiversations et des manœuvres sans fin. Il est intolérable que l'on joue ainsi avec le sort de plusieurs centaines d'hommes et de femmes ». Mercredi, à l'appel de la CFDT, les travailleurs des établissements Glück de Mulhouse et de la filature de Malmerspach ont observé un arrêt de travail de deux heures pour protester contre le secret des tractations et se sont réunis en assemblée générale pour discuter de la suite de l'action. Les travailleurs se sont aussi réunis à Erstein. Jeudi après-midi, ceux de Malmerspach ont barré pendant quelques instants la route nationale 68, en direction d'Épinal. A Mulhouse, à la même heure, les ouvriers de Glück ont

bloqué la porte de la sous-préfecture avec un amoncellement de déchets de laine et d'autres matières. Les travailleurs de Schlumpf ont ainsi prouvé que, contrairement aux espoirs de la bourgeoisie, ils ne sont nullement démobilisés, au contraire. Du coup, celle-ci évite à rendre public son fameux « plan de sauvetage » qui comporte à n'en pas douter de nombreux licenciements et retards de jour en jour les échéances. Finalement, c'est sans doute lundi que sera connu ce plan. Bordes, président du Conseil Régional, a encore éprouvé le besoin jeudi, de faire une déclaration rassurante. Décidément, face à la détermination des travailleurs, ces messieurs sont dans leurs petits souliers !

DES PETITS PRODUCTEURS DE LAIT COMMENCENT A S'ORGANISER POUR LUTTER POUR LA REMUNERATION DE LEUR TRAVAIL

La sécheresse est lourde de conséquences pour les petits producteurs de lait. D'abord il a considérablement diminué et certains éleveurs pensent qu'une perte d'environ 30 % sera effective sur la lactation. De plus, le lait était peu riche en matière grasse et matière azotée, ce qui fait que des petits éleveurs bressans ont vu leur lait payé à 65 centimes le litre.

Cependant, de l'autre côté, les aliments pour bestiaux, les céréales ont augmenté considérablement, accentuant encore la baisse de revenu.

Enfin, avec la taxe sur les producteurs laitiers en passe d'être décidée, à Bruxelles, c'est un grand nombre de petits paysans qui seront éliminés.

A cela s'ajoute la question du paiement du lait à la qualité, c'est-à-dire à la matière grasse qui vise à diviser les petits producteurs et à éliminer le plus grand nombre.

Face à cela, de partout, on constate que des producteurs de lait réagissent notamment dans le Nord, le Pas de Calais, le Rhône, etc...

En Bresse, des producteurs de lait réunis autour du « Croquant » se sont mis d'accord sur une plateforme de revendications.

- 1,30 F le litre indexé sur le coût de la vie pour le lait payé à la quantité

- 1,30 F le litre au taux de matière grasse le plus bas pour le lait payé à la qualité

- Prise en charge des tanks

quelque soit leur grandeur par la coopérative ou la firme.

- Un prélèvement pour analyse de matière grasse et de matière azotée fait uniquement à l'arrivée à la coopérative ou la firme sur le camion-citerne et cela quotidiennement.

Les petits paysans qui ont participé à l'élaboration de cette plateforme ont décidé de prendre les moyens de la faire largement connaître (tracts, diffusion massive du Croquant). Des petites réunions de villages sont proposées pour qu'elle soit discutée, critiquée, enrichie, comment faire aboutir les revendications sera également à l'ordre du jour de ces rencontres de petits paysans. Pour la mobilisation et aider la formation de ces petits groupes et favoriser la discussion, le film de « Front Paysan » « la guerre du lait » doit être diffusé largement

Corr. Saône et Loire

LÉON GROSSE (LYON) : REPRESSION POLICIERE

La riposte est immédiate

Jeudi, « L'ordre républicain » de Giscard-Barre est respecté. A 15 heures, les fourgons de flics, ont expulsé les grévistes des

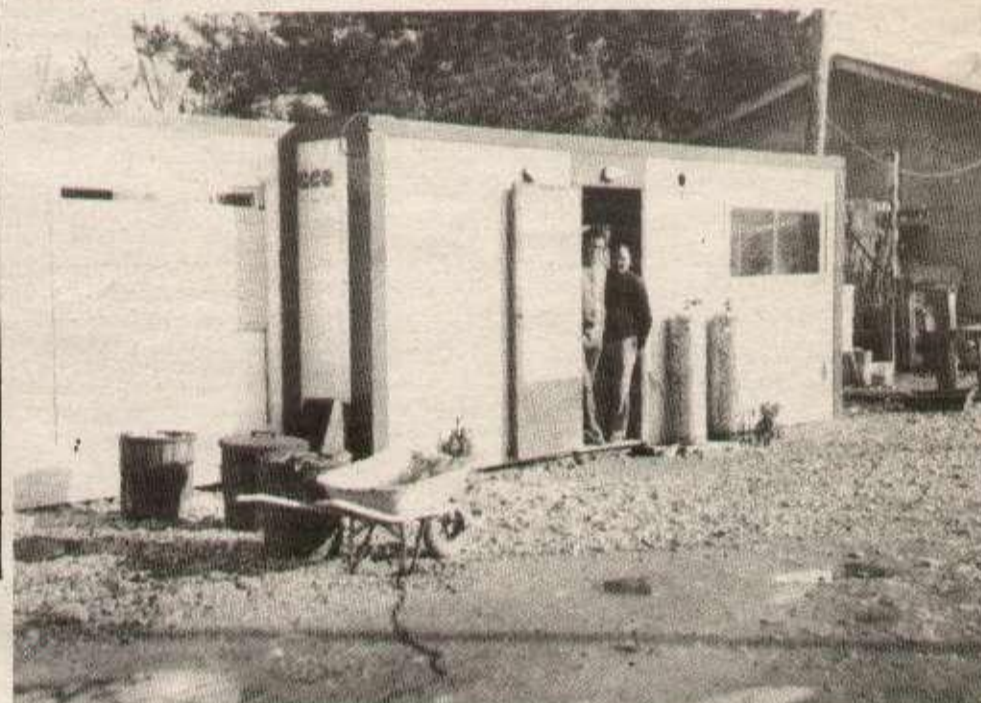
vocations du patron. En effet, celui-ci vient d'envoyer vingt lettres de licenciement et tente de déménager les bungalows

Gros, qui hier, considérait la grève comme terminée, n'a fait travailler ses ouailles que sous la protection des flics, n'hési-

sance au piquet, collectes importantes, etc. Ce soir se déroule un gala de l'UD CFDT que les travailleurs de Léon Grosse entendent bien utiliser pour populariser et obtenir un soutien financier. Est-ce que cela est suffisant ? La 4^e semaine de grève pose des questions décisives : 20 grévistes sont licenciés, la répression patronale s'accroît, alors comment aboutir ? Deux voies sont possibles : soit temporiser, baisser les bras devant l'intransigeance patronale, ne pas combattre l'inertie des réformistes et des révisionnistes dans les structures syndicales, alors que la combativité des travailleurs est toujours aussi importante. Soit prendre des initiatives concrètes en s'appuyant et en intensifiant tout le soutien qui s'est manifesté jusqu'aujourd'hui.

Bref, construire un rapport de force suffisant pour gagner et riposter à la répression qui s'abat. Car l'enjeu de la lutte de Léon Grosse est de taille : pour tous les travailleurs et syndicalistes qui se sont mobilisés pour soutenir Léon Grosse, c'est bien d'affirmer aujourd'hui la voie de la lutte contre l'austérité et la répression !

Corres. Lyon



chantiers de la Part-Dieu, matraquant les travailleurs, contrôlant trois immigrés ; un syndicaliste CFDT du bâtiment a été interrogé pendant trois heures par la police. Les travailleurs se réunissent alors en assemblée générale pour décider de leur riposte, toujours aussi combatifs et déterminés à faire échec aux pro-

du chantier de Tassin ou sont logés une partie des licenciés.

En assemblée générale, les travailleurs décident d'occuper ces bungalows. Sur les autres chantiers, la grève continue aussi. A la Part-Dieu, les intérimaires et les jaunes ont travaillé sous la protection de cars de flics.

tant pas à faire contrôler les identités des grévistes immigrés circulant à proximité du chantier.

A Tassin, ce sont des rondes de flics incessantes. Des initiatives de soutien ont été prises hier par les travailleurs CGT-CFDT de l'EDF-GDF à côté du chantier : pré-

29^e Congrès de la fédération des métaux

La fédération CGT des métaux va tenir son 29^e Congrès du 20 au 24 novembre à St-Étienne. Dans le cadre de sa préparation, J. Breteau (le secrétaire général de la fédération) donnait son point de vue hier dans « L'Humanité ». Le thème central de ce congrès sera « des syndicats forts pour des luttes puissantes ». Louable souci et qui correspond aux intérêts et à la volonté des travailleurs. Mais, qu'entend Breteau par « Lutttes puissantes ? » Interrogé sur la situation dans les usines, il note, à juste titre, l'importante participation des métallos à la journée du 7 octobre et en conclut : « Nous pensons que les prochaines journées d'action doivent confirmer cette tendance générale ». La voie est tracée : lutttes puissantes, journées d'action ! On ne va pas s'embarquer à l'aveuglette, surtout si près des élections !

Démagogie de la direction des HBL

La direction des HBL ne manque pas de souffle ! La voilà qui fait publier dans la presse des mises au point car, « tant de choses inexactes ont été dites ou écrites ». Ainsi, alors que sans l'ombre d'un doute, la direction des Houillères est responsable de la catastrophe qui a entraîné la mort de seize mineurs, elle a le front d'accuser ceux qui veulent faire la vérité de mentir !

La direction des HBL souligne « de courage et l'abnégation de ceux qui, malgré le traumatisme causé par la mort de leurs camarades ont continué cette lutte dont ils connaissent les dangers... » Suit une déclaration démagogique sur l'outil de travail en danger et les risques de chômage si le siège avait du fermer.

Cynisme et démagogie ! C'est ce qui caractérise ce communiqué baptisé « mise au point » de la direction des HBL.

JULIN (ROUEN)

« LA LUTTE ENSEMBLE ! MAIS PAS DE PETITIONS... »

« La lutte ensemble ! Mais pas de pétitions... » C'est sur cette phrase lancée par un travailleur de Julin (chaudronnerie et constructions métalliques) que s'est achevée l'occupation de la chambre patronale mardi à Rouen. Il n'aura pas suffi de répéter comme après le 7 ou le 23 octobre que l'action devait se poursuivre pour cacher aux travailleurs présents l'attentisme que prônent aujourd'hui dans les faits les directions syndicales.

La participation massive à la journée du 7 (25 000 personnes), les débrayages successifs depuis lors, la grève des communaux, prouvent, s'il en était besoin, la volonté de lutte des travailleurs de la région. « Mais, ce ne sont pas des pétitions qui vont mobiliser les gars », comme le disaient de nombreux syndicalistes parmi les 200 travailleurs de la délégation. « La preuve, ajoutait un délégué, c'est que sur la totalité des gars

qui sont débrayés aujourd'hui, beaucoup n'ont pas voulu venir ici faire tapissier ». En effet, la question est posée : entre le blocage des salaires et les licenciements (204 à la CFEM), quelle riposte engager ?

Le P«C»F aujourd'hui, dans la journée d'action, donnait sa réponse : mis à part d'applaudir le « camarade » Leroy (député P«C»F de Seine-Maritime) qui, pour l'occasion, avait envoyé un télégramme de soutien, il ne propose rien d'autre que de rentrer chez soi... C'est ce que les travailleurs en délégation ont fait ; mais pas pour attendre la prochaine journée nationale et le bon vouloir des patrons pour négocier. Une idée fait son chemin : « Pour gagner, il faut en finir avec les mini-débrayages comme aujourd'hui, tout organiser pour la lutte et non pas partir les uns après les autres comme cela s'est fait depuis maintenant trois semaines ».

EXIGEONS LA LEVEE DE L'INCUPLATION DE MICHEL ROMAIN

(porte-parole du CRAV)

Enquête réalisée par Bernard PELO

Après la période de révolte de masse contre laquelle le pouvoir envoyait les CRS exercer leur violence et occuper militairement le pays, la bourgeoisie choisit de réprimer individuellement les viticulteurs ayant pris la tête du mouvement.

Après Tesseyre mis en liberté provisoire qui attend toujours d'être jugé, trois viticulteurs sont inculpés : Olive, Domenec et Michel Romain, porte-parole du CRAV (Comité Régional d'Action Viticole). Michel Romain a été entendu comme Cazes, autre responsable viticole de l'Aude à propos de «menaces de mort» lancées contre Ramel, le négociant escroc, «visité» l'an dernier par des viticulteurs qui avalent vidé

son vin et détruit ses installations ; à la suite de l'audition par le juge de Narbonne, Romain a été inculpé pour «menaces de mort sous condition. Ce jour-là, rapidement informés les viticulteurs se sont rassemblés pour se retrouver à 500 pour soutenir les prévenus.

Michel Romain a été inculpé une deuxième fois, sans pour l'instant connaître le chef d'inculpation, il doit se rendre le 25 novembre à Bourg en Bresse.

Romain précise qu'il ne sait pas si cette inculpation ne va pas le conduire devant les assises, mais il ajoute : «La mobilisation, c'est ce qui fait notre force... en deux

heures, les viticulteurs peuvent mobiliser des forces suffisamment considérables à n'importe quel endroit.»

Les C.A.V. aux niveaux régionaux et locaux ont cette semaine recherché la tactique à adopter face à cette répression. Ils mobilisent de façon différente de l'an dernier : peut-être pas de grand mouvement de masse mais une riposte vive aux provocations du pouvoir. Romain compte sur les gens du pays, sur les travailleurs qui soutiennent les viticulteurs, il fait appel à eux pour lutter ensemble contre l'injustice faite à ceux qui sont spoliés de leurs terres, contraints à l'arrachage de la vigne et à l'exode.



Le mouvement viticole neuf mois après Montredon : RÉFLEXION ET DÉBATS

Au moment choisi par la bourgeoisie pour poursuivre Michel Romain, le porte-parole du CRAV, ainsi que trois autres viticulteurs, le Mouvement Viticole bien loin de disparaître, résigné, est dans une phase de réflexion, de clarification politique.

Nous présentons aujourd'hui le point de vue de Michel Romain porte-parole du CRAV (Comité d'Action Viticole) et celui du MIVOC (Mouvement d'Intervention des Viticulteurs Occitan) sur l'unité populaire, et sur la campagne de popularisation qu'il lance au moyen du film N'1 A PRO (réalisé par le groupe cinéma Front Paysan).

Nous nous faisons l'écho des débats ayant eu lieu samedi dernier dans le cadre des journées «régions en lutte» qui se sont tenues à Perpignan.

On retrouve au cours des discussions avec les viticulteurs la même détermination à se battre qu'il y a un an ; la récolte 76 a été assez abondante mais de qualité moyenne dans beaucoup d'endroits, d'où risque de mévente. En particulier dans les régions qui ont subi des pluies en début de vendanges, une partie de la récolte est perdue et la pourriture occasionne une grande fragilité du vin dont la bonne conservation va poser des problèmes.

La lutte directe sur les routes continue ; Doumeng, le PDG, membre du P«C»F l'a appris à ses dépens : ses camions ont été vidés de leur vin, il y a quelques jours près de Lezignan-Corbières.

Ramel continue d'importer du vin d'Italie comme l'atteste un document de

douane entré en possession du CRAV.

Mais les actions directes n'ont pas permis un travail politique en profondeur chez les viticulteurs. Aujourd'hui, le MIVOC et les CAV de l'Aude font l'analyse que le mouvement est dans le creux de la vague, sur le plan de l'action directe, et que face à la répression, il ne faut pas continuer à prêter le flanc à une attaque organisée de la bourgeoisie.

LA RÉFLEXION POUR PRÉPARER LA LUTTE

Le MIVOC avec l'aide du film N'1 A PRO expose son point de vue, pour lancer la réflexion à la base des viticulteurs.

Du débat sortiront «des idées qui permettront de se battre» dit Jean Lhuillet,

«peut-être même des points de vue différents du nôtre aujourd'hui, mais la discussion c'est très important pour préparer de nouvelles actions.

Ce que veut développer le MIVOC, c'est l'unité populaire à la base.

La majorité des viticulteurs sont unis face au gros négoce et aux pouvoirs publics, mais les points de vue divergent sur le choix des alliances.

Les viticulteurs qui dans le CNJA ou la FNSEA collaborent directement avec le pouvoir, où la bourgeoisie viticole qui se regroupe dans un «syndicat des viticulteurs qui vinifient en caves particulières» et mène l'offensive contre les regroupements des petits et moyens viticulteurs, cherchent à monopoliser la représentation de la viticulture méridionale dans les instances nationales et internationales. Certains viticulteurs organisés du MODEF, contrôlé par le P«C»F et ceux qui soutiennent les notables PS sont prêts à signer un chèque en blanc au programme commun donc à attendre 1978. Mais combien d'ici là resteront à la vigne ? C'est la question que se pose, tant le MIVOC, que le courant occitaniste du CAV de l'Aude.

Michel Romain se fait le porte-parole de ceux-ci.

Sur la base d'un rassemblement autonomiste occitan, il propose de privilégier une alliance avec «tous ceux

qui ont des intérêts compatibles». La gauche ne lui paraît pas capable de retarder la liquidation de la viticulture, aussi, les CAV doivent rechercher, d'après Romain, les solutions qui permettent le compromis avec le système capitaliste.

Ce courant encore confus dans son analyse propose par exemple l'alliance avec les négociants en vin locaux victimes de la concentration capitaliste. Plus largement, c'est un appel à une «bourgeoisie nationale occitane» alliée aux travailleurs pour se «débarrasser» du centralisme français.

Le refus d'une analyse de classe pousse cette partie du courant autonomiste à avoir beaucoup de méfiance envers la classe ouvrière qu'elle pense soumise aux directions réformistes et révisionnistes de la CFDT et de la CGT.

Malgré une certaine influence en milieu viticole dans l'Aude, ce courant hésite par rapport à la direction du mouvement et penche plutôt vers la direction de la petite bourgeoisie.

LE MIVOC PROPOSE L'UNITÉ DES OUVRIERS ET DES PAYSANS CONTRE LA BOURGEOISIE

Jean Lhuillet expose la position du MIVOC sur «les trois ennemis de la viticulture» :

«Les pouvoirs publics d'une part qui mènent une politique en France liée au capitalisme international, en

particulier au niveau du tourisme.

«Ensuite, les négociants, la face viticole des multinationales qui spéculent sur l'ensemble de la production...»

«Troisièmement, des viticulteurs qui sont des collaborateurs de classe qui disent des autres viticulteurs qu'ils ne sont pas rentables, qu'il faut les éliminer.»

Il s'élève contre la culpabilisation des petits viticulteurs qui, rendus honteux d'être pauvres, quittent la terre sans protester.

Face à cela, que propose l'union de la gauche ? A lire l'article de Jean Matouk conseiller de Mitterrand dans l'hebdomadaire «Sud» ce n'est ni plus ni moins que la même politique que celle proposée par le plan Bentegeac.

Aussi le MIVOC prend position :

«PAS DE CHÈQUE EN BLANC À L'UNION DE LA GAUCHE...»

«L'union de la gauche a les moyens de faire appliquer une politique favorable aux viticulteurs, c'est tout ce qu'on lui demande, nous ne voulons pas d'un nouveau centralisme aux couleurs rouge ou rose, un centralisme qui nous ferait payer les pots cassés au nom d'intérêts généraux de gestion du capitalisme d'Etat.»

Ce que veulent les viticulteurs c'est casser l'économie spéculative qui part de la marchandise comme élément de profit pour le

négoce, ils veulent que soit pris en compte la quantité de travail sur la terre.

«Nous devons gagner un salaire parce que nous travaillons, que nous produisons du vin, comme d'autres des fruits ou du lait, nous devons avoir un salaire pour faire vivre notre famille. C'est complètement différent d'une démarche de gestion du capitalisme». Ils ajoutent : «Nous avons averti publiquement l'union de la gauche que nous refuserions d'elle une gestion du système capitaliste.»

Le MIVOC prend fermement position pour l'unité populaire : «Il faut pousser l'effort à faire ensemble plus loin pour créer un rapport de force. Il faut développer systématiquement la solidarité au niveau des travailleurs qui sont en lutte», par les coordinations comme à Lip, les ventes de vin dans les quartiers populaires.

Jean Thuillet souligne la nécessité de «créer un ciment, un front pour ce qui va se passer dans l'avenir ! D'abord, il faut lutter, contre le système capitaliste, ça veut dire que la seule solution, c'est l'unité populaire.»

L'unité populaire pour pouvoir «vivre et travailler au pays». Les viticulteurs soulignent tous leur volonté de lutter contre un centralisme jacobin, fut-il de gauche !

Ils ont ouvert le débat sur l'autonomie des régions — de l'Occitanie ici — dans une société socialiste.

Papinski déclaré coupable, mais pas condamné !

Le tribunal de Corbeil a rendu son verdict dans l'affaire du lycée de Corbeil. Papinski était accusé d'avoir illégalement occupé ce lycée alors qu'il y avait animé une réunion publique à la demande des lycéens. C'est un verdict paradoxal qu'a rendu le tribunal, qui marque un recul face à la mobilisation et au soutien qui a accompagné Papinski. Le tribunal a en effet reconnu Papinski coupable mais n'a pas osé le condamner, aucune plainte n'a été prononcée contre lui.

Conférence de presse des défenseurs des étudiants iraniens emprisonnés

INTRIGUES ET MACHINATIONS DE LA POLICE ET DE LA SAVAK

Les défenseurs des deux étudiants iraniens Nader Oskoui et Mohamad Reza Tabkiri emprisonnés à la suite de l'attentat contre Keykavoussi ont tenu hier, à l'hôtel Lutétia, une conférence de presse.

A travers tous les éléments qui ont été fournis, ils ont fait la preuve, avec méthode et précision, de toutes les graves irrégularités qui abondent dans cette affaire.

avez de la chance. Finalement vous n'irez pas en Iran, le ministre était d'accord, mais des fonctionnaires se sont opposés au ministre ! Comment un journal iranien daté du 6/7 novembre 76 a-t-il pu écrire parlant d'un des étudiants témoins « Il a été trouvé porteur d'une somme de

main de celui-ci, il n'a aucune valeur judiciaire (le tabac pouvant le positiver) et les policiers ayant malaxé (au lieu de la verser) la paraffine avant de la coller sur la main de Oskoui !

Enfin Me Michèle Beauvilard (qui a déjà défendu des militants du FLN et la famille

En bref... En bref...

● **IMPOPULAIRES :**
Deux instituts de sondage viennent de publier des statistiques légèrement différentes concernant l'impopulairité du président de la République et du premier ministre. Pour l'IFOP, la cote présidentielle continue à baisser d'un point, cette semaine, 44% des gens étant mécontents et 42% satisfaits.

Barre, qui suscite le mécontentement à 45%, ne satisfait que 26% des sondés.
La SOFRES serait-elle plus giscardienne ? Tout en trouvant aussi 44% de mécontents pour Giscard, elle a découvert (où ?) 45% de satisfaits. Quant à Barre, sa cote est toujours aussi basse partout.

Le fameux brigadier Cochet, qui déclare avoir reconnu formellement les agresseurs, a affirmé le 2 novembre que celui qu'il poursuivait, était vêtu de couleurs claires.

Le 3 novembre interrogé à son lit de l'hôpital Bichat le même Cochet déclare que Tabkiri était vêtu de sombre ! D'autre part, alors que ce même 3 novembre, les « précisions » du brigadier se multiplient et que 15 ou 20 Iraniens sont interrogés, comment se fait-il que le témoignage du brigadier ne porte mention ni du jour ni de l'heure ? Comment se

fait-il que les principaux témoins à décharge ont été expulsés immédiatement par Poniowski sous prétexte « de préserver l'ordre public » ; soustrayant ainsi leur témoignage à l'instruction du dossier ? Quel est donc ce policier français parlant si bien le persan qui s'est entretenu avec les expulsés avant leur transfert en Suède ? La collaboration SAVAK poniatowski est mise en pleine lumière. Les 3 étudiants iraniens se voient menacés d'être envoyés en Iran pendant deux longues journées.

On leur dit ensuite « Vous



Janvier 1976. Grève de la faim d'étudiants iraniens à Paris pour protester contre l'assassinat de 9 de leurs compatriotes par le Chah

400 000 F», alors que la mention d'une somme pareille (destinée à l'achat d'un appartement) ne figurait que dans le dossier d'instruction de police et qu'aucun journal français n'avait parlé de cela ?

Les défenseurs comptent apporter de nouvelles preuves de l'étroite collaboration entre la police du Chah et celle de l'impérialisme français en publiant prochainement des documents secrets, trouvés au siège de la SAVAK à Genève, (siège qui serait transféré prochainement à Paris). Quant au « test à la paraffine », une des preuves d'inculpation d'Oskoui, décelant des « traces de poudre » sur les

Diab) a rappelé la portée très grave de telles machinations policières. « En défendant les Iraniens, nous nous défendons tous. Je parle non seulement pour les défendre mais pour tous les étrangers menacés, tous les ouvriers immigrés ». Les représentants de la CISNU ont précisé qu'un grand meeting se tiendrait à Paris et qu'une manifestation était organisée par les comités de soutien et la CISNU.

Exigeons la libération immédiate de nos deux camarades iraniens ! Faisons massivement le procès de la collaboration entre l'impérialisme français et la dictature sanguinaire du Chah !

● LES MYSTERES DE PARIS (FEUILLETON) :

Toujours à propos de la querelle qui oppose les élus UDR de Paris à Barre et à Giscard, après la nomination de d'Ornano comme candidat officiel à la mairie de la capitale, une délégation de l'UDR a été reçue hier après-midi par le premier ministre. En sortant de cette entrevue, Guéna, qui conduisait la délégation a déclaré : « Les positions ont été éclaircies ». Les oppositions s'étaient déjà. Aujourd'hui, à 11 H, ce sera le tour du groupe « Paris-Majorité » (UDR de Paris) de s'éclaircir mutuellement avec le premier ministre.

CONGRES DE « LAISSEZ LES VIVRE »

« Laissez les vivre » organisation ultra réactionnaire, peuplée de fasciste, qui s'est créée dans le but d'empêcher la libération de l'avortement tient son congrès samedi et dimanche 20 et 21 novembre à Montrouge. Le maire réactionnaire Ginoux a accepté de leur prêter les locaux du centre administratif.

Le groupe femmes de Montrouge appelle à un rassemblement à 14 heures place Jean Jaurès pour exiger l'annulation de ce congrès.

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE MARSEILLE 6 ans pour juger l'assassinat des 4 ouvriers de Lesieur-Unipol

Souvenez-vous. Le 10 février 1970, une terrible explosion survenait aux Huileries « Les trois Mathildes » dans la banlieue de Marseille. Un terrible accident de travail dans l'atelier d'extraction venait de coûter la vie de 4 ouvriers et de blesser dix de leurs camarades. Tout de suite, bien sûr le mot de fatalité fut prononcé. La réalité était tout autre, cela les ouvriers l'avaient dénoncé à maintes re-

prises, ainsi que la fédération CGT de la Chimie. L'extraction de l'huilerie fonctionnait tout simplement à... l'essence. Une véritable bombe posée dans un quartier particulièrement populaire. L'information judiciaire ouverte confiée à M. Sanguinetti, du tribunal de grande instance de Marseille, concluait à un non lieu !

Suite à un recours en appel, une contre-expertise fut or-

donnée, le rapport des experts est accablant pour les PDG de l'usine.

Il accuse les cadences si rapides qu'à tout instant un accident pouvait survenir, ainsi que de graves manquements à la sécurité dans l'usine. Le 24 octobre dernier, la chambre d'accusation se décidait enfin à renvoyer l'affaire devant le tribunal pour homicide involontaire par imprudence. M. Lesieur, PDG de la société du même nom, Xavier de Roux, PDG de Unipol, Jean Lesney et Jacques Saurel, directeurs de l'usine sont inculpés. Dernière manœuvre des patrons : ils se pourvoient en cassation. La chambre de cassation vient de confirmer la décision de la chambre d'accusation.

Au total, il a fallu attendre six ans pour que les responsables de la mort de quatre travailleurs soient jugés. En la matière, la justice bourgeoise est moins pressée que pour châtier sommairement et en flagrant délit, les voleurs de mobylette...

Pierre PUJOL

RENNES : 4 MANIFESTANTS CONDAMNES

A DES PEINES DE PRISON

Quatre manifestants qui avaient participé à une manifestation de soutien aux ouvriers de l'usine Garnier le 7 avril 1975 ont été condamnés. Ils avaient été inculpés en vertu de la loi anti-casseurs, le tribunal de Rennes leur a infligé des peines de prison allant de 10 mois dont six avec sursis à quatre mois avec sursis. Jeudi, Poniowski s'en prenait à l'Assemblée aux manifestants et brandissait la menace d'interdire

les manifestations. Le tribunal de Rennes aura comblé ses vœux.

A Flers cette semaine un raciste qui avait tiré sur un Algérien, le rendant infirme à vie a été acquitté. Dix mois de prison pour participation à une manifestation de soutien à des ouvriers en lutte, l'acquiescement pour avoir tenté s'assassiner un travailleur immigré : c'est ainsi que se rend la justice sous la dictature de la bourgeoisie !

CYCLISME

Sanctions pour dopage

Le néo-professionnel Rachel Dard, de l'équipe Peugeot a été frappé d'une suspension de six mois ferme pour dopage lors de l'Etoile des Espoirs. La Fédération Française de Cyclisme a également sanctionné le directeur sportif de l'équipe Peugeot, Maurice de Muer, en raison des « infractions au contrôle médical relevées en 1976 à l'encontre de plusieurs sportifs du groupe sportif qu'il dirige ». Le comité directeur de la FFC lui a adressé une sévère mise en garde et il a également exclu de la commission médicale le docteur Bellocq. Un complément d'enquête a été demandé pour faire la lumière sur le dopage en cyclisme.

Les sanctions prises ne sont toutefois qu'un coup d'épingle dans l'abcès qui est bien loin d'être crevé.

● TAXE PROFESSIONNELLE :

Les patrons n'ont pas eu besoin de manifester. Un certain nombre d'entre eux, avec la nouvelle législation des impôts locaux, avaient vu ceux-ci augmenter dans d'assez fortes proportions pour leurs entreprises. Le ministère des finances a rapidement réagi : pour ceux dont les impôts ont augmenté de plus de 70%, des délais et des dégrèvements sont consentis.

SOIRÉE DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

«LE PEUPLE CHINOIS SE REJOUIT ET NOUS NOUS RÉJOUISSONS AVEC LUI»

Dans une salle comble de la Mutualité, s'est déroulée la soirée organisée par les AFC, autour de la projection du film «Les Pionniers». L'affluence était telle que de nombreuses personnes n'ont pu y assister. On comprend facilement l'intérêt suscité par cette soirée alors même qu'en Chine se déroule la lutte contre les quatre.

L'intervention sur la lutte contre les effets du séisme de la région de Tang-Chan a apporté le témoignage de la mobilisation du peuple chinois qui a fait sienne la théorie marxiste-léniniste et la pensée maotsetoung.

L'intervention de la présidente des AFC, a apporté ensuite les faits, les explications à propos de la lutte contre la «bande des quatre».

Son intervention, qui suscita à son début des mouvements divers dans l'assistance, montra, en parlant des textes chinois comment les quatre s'étaient placés au-dessus du Parti et des masses.

Par leur attitude lors du séisme : ils critiquaient violemment un cadre du Parti

qui vivait et travaillait avec les sinistrés pour remettre en route la production. Ils critiquaient Hua Kuo Feng qui s'était rendu sur les lieux. Pour eux, le Parti donnait trop d'importance à ce qui, d'après eux, ne nécessitait pas une telle mobilisation.

Par leur attitude vis-à-vis des cadres, en général, qu'ils critiquaient systématiquement, non pour les faire progresser, mais pour les remplacer par des gens à eux.

«Je pense que nous devons réfléchir et mieux comprendre pourquoi on dit en Chine que les 4, c'est la bourgeoisie dans le Parti. La presse française, du moins dans son immense majorité, a dit que les orientations données par le président Mao étaient abandonnées, de même que la Révolution Culturelle et ses acquis (...).»

Je pense qu'il serait bon de lire les textes, et de partir des faits. Que constatons nous en lisant l'éditorial du 27 octobre, le discours du vice président du conseil de Changai ? Nous constatons

qu'un appel est lancé pour l'étude des œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline, et du président Mao ; un appel à lutter pour continuer la critique de Teng Siao Ping et riposter à la déviation de droite qui contestait les conclusions justes. Il faut lutter pour que les conquêtes de la Révolution Culturelle soient consolidées et développées ; il faut lutter, volontairement, contre le droit bourgeois ; que la lutte de classe doit être prise comme axe. Est-ce cela l'abandon ?

Sur le plan de la politique extérieure, les faits sont éloquentes : dans son discours à l'ONU, Houang Houa, a repris tous les thèmes de la politique chinoise définie par le président Mao (...). Est-ce là l'abandon ? Bien sûr, comme le président Mao l'a souvent affirmé, la lutte continue, la lutte continuera longtemps (...).

Le peuple chinois se réjouit, nous nous réjouissons avec lui. Voilà pourquoi les amis de la Chine poursuivront leur soutien, intensi-

fieront leur soutien à la République Populaire de Chine.

Les actualités furent suivies du film «Les Pionniers», tourné en 1975, qui montrait comment la classe ouvrière de Taking avait, en fournissant l'énergie nécessaire au pays, apporté une contribution décisive à l'édification de la Chine socialiste, illustrant de façon magistrale le principe «compter sur ses propres forces».

C'est précisément ce film dont Chiang Ching a voulu empêché la diffusion, et que les masses chinoises applaudissent aujourd'hui. Cela donne une idée de la «pureté révolutionnaire» dont se drapaient les quatre : elle revient à refuser la représentation de la lutte des ouvriers et des paysans pour l'édification socialiste.

Cette réunion, fondée sur des informations précises était, par sa force de conviction une riposte cinglante aux allégations mensongères que la presse bourgeoise colporte.

ESPAGNE

Les Cortes votent la réforme

La résistance des caciques du franquisme n'a donc pu peser lourd et bloquer une décision prise par l'ensemble des variantes du franquisme représentées aux Cortes. Sans doute le personnel politique «rajeunira»-t-il, dans le cours de cette transformation de la domination de la même classe et d'autres forces bourgeoises partageront avec eux le pouvoir.

L'oligarchie espagnole a laché du lest sur le plan politique, mais en même temps elle durcit son attitude face aux revendications des travailleurs et tente de museler leurs aspirations.

La mise en place de cette réforme divise la coordination démocratique : des partis qui la composent ont accepté de participer au référendum alors que d'autres, comme le parti de Carillo, et le parti socialiste, PSOE, ont décidé de boycotter.

La réforme est une pièce

essentielle de la transformation des institutions franquistes, si elle met un terme à la forme de régime mise en place par Franco, elle en conserve certains aspects, «Les droits humains fondamentaux sont inviolables» affirme le nouveau texte de loi. Cependant, depuis la venue au pouvoir de Juan Carlos, la plupart des prisonniers politiques sont restés en prison.

Moins connue, la répression politique dans les entreprises, notamment contre les syndicalistes est violente. Ceux-ci sont renvoyés de leur entreprise. Arrêtés par la police, ils sont violemment battus.

C'est peut-être la fin des institutions franquistes, mais ce n'est pas la fin du pouvoir de l'oligarchie espagnole, qui après avoir imposé sa dictature par le biais de Franco, l'exerce aujourd'hui sous une façade apparemment démocratique, alors que la police et l'armée mises en place par le franquisme restent intactes.

Liban

LES SIONISTES OUVERT UN FRONT DE 12 KILOMÈTRES AU SUD-LIBAN

Face à la menace sioniste au sud, Joumblatt a lancé un appel aux chefs d'Etat arabes pour «participer à la défense du sud». Il a accusé les fascistes libanais de vouloir créer une «entité confessionnelle à nos frontières», en liaison avec les dirigeants sionistes.

D'autre part, une réunion s'est tenue dans la semaine entre Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP et le président syrien pour envisager des mesures pour la défense du sud du pays.

L'aéroport de Beyrouth vient d'être ouvert à la circulation. Il s'agissait d'un des objectifs de la force arabe au Liban.

Alors que les «forces de paix» arabes ont pris le contrôle de Beyrouth, et devaient pénétrer dans Tripoli ce week-end, de violents combats ont éclaté dans la région, Tripoli a été bombardé mercredi. Mais c'est surtout dans le sud du pays que la situation semble grave : quatre mille soldats fascistes ont pris position autour de Marjayoun, occupant une position stratégique près de la frontière israélienne, à soixante kilomètres environ au sud de Beyrouth, où de violentes attaques avaient déjà été repoussées par les combattants palestiniens lorsque les

fascistes, appuyés par les sionistes, avaient tenté de prendre la localité. Les troupes fascistes se sont déployées sur une ligne de douze kilomètres environ, depuis le sud de Marjayoun jusqu'au petit village d'Adeissah, à la frontière sioniste. Ils sont équipés de chars et d'artillerie lourde, et relayés par d'importantes troupes sionistes, munies d'au moins vingt chars, qui ont pris position à la frontière nord d'Israël, à partir de leur base de Metulla jusqu'à faire la jonction avec les troupes fascistes. Des unités ont traversé la frontière. Hier, les fascistes, appuyés par

l'artillerie sioniste, ont pris le village de Kfar-Kalla, au sud de Marjayoun. Les combattants palestiniens et les troupes progressistes libanaises, leur font face, ils ont pris position sur un front de quinze kilomètres qui s'étend du sud de Kfar Tebnit jusqu'à la rivière Litani et aux collines qui bordent la ville de Deir Mimas. C'est toute la région de l'Arkoub qui avait été dévolue à la Résistance Palestinienne, par les traités du Caire, qui est visée par les sionistes et les fascistes libanais.

«RABIN : PRÊT A RENCONTRER SADATE ? «Je suis prêt à rencontrer Sadate n'importe où» a déclaré Rabin, le premier ministre de l'Etat sioniste, qui a précisé que cette rencontre n'était soumise à aucune condition préalable. Sadate avait déclaré récemment que l'Egypte ne ferait la paix avec Israël que dans le cadre d'un règlement global.

DAYAN BRANDIT LA MENACE NUCLEAIRE

Le criminel Dayan, ancien ministre sioniste de la guerre aujourd'hui en disponibilité, est venu en France pour y présenter ses mémoires d'assassin. Cela a été l'occasion pour qu'il s'étale dans toutes les chaînes télé, à toutes les stations radio, dans les colonnes de la plupart des journaux, ouvertement ou honteusement sionistes. Ces interviews et autres serviles manifestations ne sont pas seulement l'occasion pour Dayan de raconter ses souvenirs, c'est une véritable tribune à la gloire de l'agression sioniste.

En témoigne une interview insérée dans le Quotidien de Paris où il déclare : «Nous sommes un trop petit pays pour entasser les tanks sur notre territoire. Nous devons en toute connaissance de cause nous préparer à une tragédie qui nous contraindrait à envisager l'usage d'armes atomiques». Israël se prépare à utiliser l'arme nucléaire contre les pays arabes. Récemment des sénateurs américains ont été refoulés alors qu'ils voulaient visiter une installation nucléaire qui produit suffisamment de plutonium pour la réalisation de vingt bombes, grâce à l'aide technologique américaine. A sa manière, Dayan confirme qu'Israël prépare activement

la réalisation d'armes nucléaires pour imposer sa présence dans la région contre les pays arabes, contre le peuple palestinien.

L'agression, la menace permanente contre les peu-



ples et les pays arabes sont à la fois la raison d'être et la seule manière de se maintenir pour Israël. Avec le développement de la lutte du peuple palestinien, et les revers sévères que lui ont infligés les pays arabes, Israël par la voix de Dayan, aggrave sa menace. Au fur et à mesure que la position sioniste devient plus fragile, Israël se veut plus menaçant.

POLOGNE

Tortures dans les prisons les prisons

La police de Gieriek pratique des tortures sur les travailleurs arrêtés au cours de manifestations. Elle a généralisé la pratique des «cordons de santé», appellation qui dissimule un passage à tabac en règle, où le détenu est contraint de passer entre deux rangées de flics qui s'acharnent sur lui à coup de matraque. Les ouvriers qui ont protesté contre le train de hausses des produits alimentaires en juin dernier, ont été soumis à ce traitement lors de leur arrestation, ces pratiques ont lieu également dans les prisons, 93 ouvriers de l'usine de RADOM et plus de la moitié des travailleurs d'URSUS emprisonnés y ont été soumis. C'est le comité de défense des travailleurs qui l'a révélé dans une lettre de protestation au Parlement.

Alors que les hausses de prix et les restrictions se multiplient en Pologne (électricité, charbon, sucre.) l'URSS a fait signer à la Pologne, à la suite de la visite de Gieriek, un accord prévoyant un prêt de un milliard de roubles pour qu'elle lui achète des biens d'équipement et des biens de consommation, des machines agricoles, des denrées alimentaires en particulier des céréales, du coton.

INTERNATIONAL

Afrique du Sud

Rafles à Soweto Banissement des chefs syndicaux

Vorster vient de frapper de banissement (interdiction de discuter avec plus de deux personnes à la fois, déplacements étroitement surveillés) 12 syndicalistes, formant l'essentiel de la direction du mouvement syndical noir d'Afrique du Sud ; ils ne pourront plus participer à aucun meeting ; interdiction est faite aux journaux de mentionner leurs noms. Cette mesure frappe sept personnes à Durban, deux membres de la direction de l'Union des Travailleurs du Métal, à Johannesburg, trois dirigeants du syndicat des transports, qui avait organisé le blocage total lors des événements de Soweto et de Johannesburg.

Parallèlement, à Soweto, la police, registres scolaires en main, va de maison en maison arrêter les jeunes qui ne se sont pas présentés à leurs examens. 159 jeunes arrêtés depuis six semaines viennent de passer en tribunal. Plusieurs centaines d'autres ont été arrêtés. «Les rues de Soweto sont maintenant de plus en plus désertées par les enfants, rapporte le correspondant du Times, les uns sont arrêtés, les autres ont fui».

Fin de la conférence de Genève le 20 décembre

La conférence de Genève doit parvenir à une solution avant la date limite du 20 décembre. C'est une victoire pour le Front patriotique, qui refuse de s'enliser dans des discussions stériles pendant que le régime raciste continue d'exercer une oppression accrue sur les Africains de Rhodésie. Les conversations avaient été ajournées «sine die» mardi matin.

Au Zimbabwe, les combats se poursuivent de façon acharnée, et les autorités racistes font état de pertes croissantes survenues dans leurs rangs au cours des affrontements avec les patriotes en lutte pour leur libération.

Par ailleurs, la Zambie a déclaré qu'elle était prête à accorder toute l'aide nécessaire au Mozambique pour préserver ses frontières de toute incursion du régime raciste agonisant de Salisbury.

IRAN : ENCORE DES ASSASSINATS DE LA SAVAK

Trois patriotes iraniens ont trouvé la mort ces derniers jours à Téhéran, victimes des balles de la SAVAK (police politique du Chah), sept autres ont été arrêtés. Mohammad Haj Shafieha, Bahram Aram, Hassan Bagheri ont été assassinés, comme des dizaines et des dizaines d'autres en pleine

rue au cours d'«accrochages» où la police fasciste iranienne tire des rafales de mitrailleuse dans les rues, terreur quotidienne pour le peuple iranien, où la répression est devenue le seul mode de gouvernement. La SAVAK a poussé des ramifications à l'étranger pour contrôler l'émigration ira-

Stirn à Djibouti

LE MINISTRE ET SES ECHECS

La distribution des cartes d'identité nécessaires pour participer au vote reste limitée : les expulsés de Djibouti notamment n'ont toujours pas le droit de revenir chez eux, le barrage de barbelés reste en place, les troupes françaises ont remis en vigueur le quadrillage des quartiers africains.

DEPUIS UN AN DES PROVOCATIONS

Depuis que le gouvernement français a reconnu le droit à l'indépendance de Djibouti, les crimes de la colonisation française ont été nombreux, autant de provocations destinées à laisser à la France un rôle déterminant dans la prépara-

tion de l'indépendance sous prétexte de servir d'arbitre, et par la suite.

En février 1976, l'armée française se lançait dans une véritable provocation armée contre la Somalie à l'occasion de l'enlèvement d'un car par un commando se réclamant du Front de Libération de la Côte des somalis.

En mai 1976, la police a tiré sur des manifestants dans la localité du Tadjoura à l'occasion de la visite d'une délégation de l'Organisation de l'unité africaine. Les manifestants exigeaient «l'indépendance sans conditions».

En juillet, le fantoche de l'impérialisme français, Ali Aref alors président de

l'Assemblée territoriale organise des bagarres qu'il présente comme des affrontements tribaux. La «Ligue Populaire pour l'indépendance» révélait que ces affrontements n'avaient rien de tribaux. «Parmi les Afars qui sont avec nous, il y a eu plusieurs morts et blessés», alors que Aref prétendait que les Afars avaient attaqué les Issas, la réalité était que les hommes de mains de Aref s'en étaient pris aux forces populaires.

Avec l'ensemble de ces provocations, l'impérialisme français voulait imposer deux choses : d'une part légitimer le maintien des forces coloniales par «l'empêchement des affrontements tribaux», d'autre part

maintenir les troupes françaises sous prétexte qu'elles protègent le territoire des ambitions de ses voisins. Stirn ne craint pas les paradoxes : les troupes d'occupation sont censées garantir l'indépendance ! En réalité la garantie dont dispose le peuple de Djibouti est la reconnaissance du droit à l'indépendance du territoire par l'OUA.

LES TENTATIVES DE STIRN EN ECHEC

La lutte du peuple de Djibouti avait acculé le gouvernement français à reconnaître le droit à l'indépendance du pays. Depuis un an elle l'a obligé à réviser ses plans, sur de nombreux points. D'une part il a été obligé de reconnaître la nécessité de distribuer des cartes d'identité à tous les habitants du territoire, d'autre part il a dû abandonner son fantoche, Ali Aref, combattu par le peuple, lâché par ses propres amis, isolé à l'assemblée territoriale. Ainsi les moyens d'intervention de Stirn se sont réduits, rendant plus difficiles ses manœuvres.

Cependant les troupes françaises restent à Djibouti. Il est question que le gouvernement impose que six mille soldats restent après la proclamation de l'indépendance, maintenant ainsi la plus grosse base militaire de l'impérialisme français dans le monde. Il n'y aura pas d'indépendance réelle avec la présence des troupes coloniales, la lutte continue donc contre le colonialisme français.

Dans l'immédiat, le peuple de Djibouti exige la levée du barrage comme condition à la réalisation d'un vote réellement représentatif et comme garantie de la future indépendance. De même il exige que les milliers d'expulsés puissent rentrer chez eux. Sur ces deux points, Stirn reculera-t-il ou préférera-t-il faire donner la troupe comme il y a quelques jours ? Dans tous les cas le peuple de Djibouti a montré que les milliers de soldats ne l'impressionnaient pas. Il a gagné sur le principe de l'indépendance. Il poursuivra sa lutte jusqu'à ce qu'elle devienne réelle.

G.CARRAT



Les trucages scientifiques de Stirn dénoncés

C'est un fait établi, il n'y a jamais eu de risques imminent d'éruption de la Soufrière, des «erreurs» avaient été commises dans les examens, les appareils d'étude mal disposés ; or les autorités coloniales savaient cela dès les premiers jours de septembre. Mais les habitants de Basse-terre, eux n'en ont pas été informés. Aujourd'hui, la duplicité des pouvoirs coloniaux ne fait plus de doute : c'est volontairement qu'ils ont répandu et entretenu un climat d'épouvante, avant d'imposer le départ des régions menacées, ce qui a entraîné la ruine de dizaines de milliers de petits planteurs et ouvriers agricoles guadeloupéens, aujourd'hui chômeurs sans allocation à Pointe à Pitre après avoir été réduits -et pas tous- à un repas quotidien dans les «centres d'hébergement».

L'opération a permis de poser les jalons d'une «restructuration» de la culture de la banane depuis longtemps souhaitée par le capitalisme colonialiste français : la conteneurisation de la banane et son envoi par Pointe à Pitre, ainsi que la liquidation de certaines plantations «non-rentables» de la région montagneuse de Saint Claude pour faire plaisir au planteur Martin et à la Transat.

● **ALSTHOM-ATLANTIQUE** : Une centrale thermique fonctionnant au lignite sera bientôt livrée à la province de Kosovo en Serbie. Le contrat, qui s'élève à 700 millions de francs, donne une participation de 520 millions à la France et de 180 millions au groupe allemand Man.

● **PANAMA** : Des manifestations ont eu lieu dans l'ensemble du pays contre le traité qui donne droit aux Etats-Unis de contrôler le passage de Panama. Boyd, ministre des affaires étrangères du Panama a assisté à ces manifestations, où la population a brûlé des milliers d'exemplaires de ce traité.

● **BRÉSIL** : Les élections municipales brésiliennes confirment le renforcement de l'opposition au régime de Geisel, concrétisé ici par le relatif succès du seul parti d'opposition à avoir présenté des candidats, le MDB, qui s'assure ainsi le contrôle des principaux centres du pays.

En bref... En bref... En bref...

● **PORTUGAL** : Hier se déroulait le congrès des GDUP (Groupes Dynamisateurs d'Unité Populaire), au centre du débat, la nécessité pour ces organisations de définir, au delà d'un programme de luttes immédiates, qui reprend à peu de choses près le programme en dix points de la candidature d'Otello de Carvalho, une ligne politique capable, après le renforcement du gouvernement réactionnaire de Soarès, de réunir les larges masses populaires.

● **PÉROU** : Un contrat de 45 millions de dollars vient d'être signé avec l'URSS pour la livraison de plomb, de zinc, de molybdène, de bismuth, de café et de coton. L'URSS n'a pas été longue à monnayer ses livraisons d'avion par l'établissement de circuits commerciaux dont elle rêve pour s'introduire en Amérique Latine.

● **MAROC** : Hassan II a demandé à la France de lui livrer une centrale nucléaire.

Cette répression, systématique, qui vise à museler toute opposition au Chah, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ne parvient pas cependant à juguler les luttes du peuple iranien : à Téhéran, les ouvriers des usines d'État de «Tchite Téhéran» (textile), au nombre de huit cents, ont fait grève pendant douze jours, en dépit du déploiement de police et des attaques qu'elle a lancées contre l'usine, pour obtenir des augmentations de salaire et le droit au logement. Dix-sept d'entre eux ont été jetés en prison. A l'usine Goodrich, une grève de vingt-six jours a été victorieuse. Pour les seuls mois d'avril, mai 76, le nombre des grévistes en Iran a été de dix mille, grèves souvent accompagnées d'occupation et soumise aux assauts de la police et de la SAVAK.

Après le succès électoral du parti québécois

LE QUEBEC DES TRAVAILLEURS

La victoire du Parti québécois de Levesque aux élections du Québec a surpris. Parce que le P.Q. se dit «indépendantiste», la presse a vite fait de conclure que ces élections pouvaient traduire une brusque poussée de la volonté d'indépendance des six millions de québécois (francophones à 80 %) vis à vis des 16 millions de Canadiens à majorité anglophones du reste des provinces.

On est même allé jusqu'à dire que le «Vive le Québec libre» de de Gaulle était «prophétique»... ! En fait, on ne peut comprendre la signification de cette péripétie électorale, si on ne la rapporte pas au développement actuel de la situation politique et sociale dans la province du Québec, et dans le reste du Canada. C'est ce que nous avons demandé à des camarades canadiens, francophones.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la province du Québec a été marquée, du fait des conditions historiques de la colonisation française, par son état d'arriération relative par rapport aux provinces anglophones : les petits propriétaires parcelaires y formaient encore la grande majorité de la population et l'industrie y était faiblement développée. Dans ce cadre là, l'influence réactionnaire du clergé pouvait se maintenir, d'autant plus qu'elle dévoyait systématiquement à son profit la volonté des Canadiens français de conserver leur caractère national : comme si, pour ne pas renier ses caractères et traditions nationaux, il fallait nécessairement rester asservi au catholicisme et au clergé !

Après la guerre, le processus d'industrialisa-

tion a progressivement bouleversé cet état de choses : c'est maintenant plus de 54 % de la population québécoise qui est regroupée dans les villes, dans la région de Montréal. Et l'exode rural se poursuit. La classe ouvrière et les couches d'employés se sont ainsi considérablement renforcés numériquement et ont progressivement acquis l'expérience de la lutte de classes.

Depuis les années 1970, les luttes des travailleurs québécois ont pris une ampleur telle que le gouvernement du Québec -celui de Bourassa, battu aux dernières élections- a été amené à poursuivre une politique systématique de restrictions des droits syndi-

caux. En mai 1972, la grève générale du secteur public et para-public au Québec a amorcé en quelque sorte, le mouvement d'offensive des travailleurs : à ce moment là, en effet, le gouvernement provincial entendait remettre en cause le droit de grève dans ces secteurs. Il met alors immédiatement à l'étude une loi pour «préserver les intérêts de l'économie nationale» et qui vise, en fait, à limiter aussi bien dans le secteur public que privé les droits et libertés syndicaux.

OFFENSIVE CONTRE LA «LOI TRUDEAU»

Depuis un an, cette offensive s'est accentuée. Les conventions collectives -principalement dans le secteur industriel- arrivaient à échéance. Le gouvernement fédéral a fait alors passer la «loi Trudeau», bloquant les salaires, les budgets des services sociaux et de l'assurance chômage -sous prétexte de freiner la hausse des prix.

Cette politique s'est heurtée, depuis un an, à une vague de luttes, une des plus importantes depuis le début des années 60 -au Québec- mais aussi dans le reste du Canada.

Au début de l'année, c'est tout le secteur hospitalier qui déclenche une grève qui ne se terminera qu'en été.



14 octobre 1976 : la première grande grève nationale mobilisant ensemble ouvriers francophones et anglophones dans tout le Canada.

A la rentrée, dans le secteur industriel, les 1200 ouvriers de Shoppers Drug Mart (réparations du Canadian Pacific Rail) ont arrêté la production pour protester contre la remise en cause des classifications et de l'ancienneté visant à intensifier le travail (chronométrage) et à éliminer les travailleurs les plus âgés au nom de la productivité.

A Québec Country, les ouvrières ont lutté pour l'égalité des salaires et contre les conditions de travail et ont fermement résisté jusqu'à ce qu'elles aient obtenu la levée des sanctions frappant les ouvrières les plus combattives.

A la Celanese (produits synthétiques) la grève dure depuis plus de cinq mois : contre le lock-out, contre les remises-à-pied, pour l'indexation des salaires. Les travailleurs affrontent la répression (procès), mais aussi attaques brutales de la police, utilisant les gaz toxiques.

UN TOURNANT

Dans ces luttes un élément nouveau, très important, s'est fait jour : la solidarité de classe entre le prolétariat francophone et anglophone. Fait le plus significatif : les ouvriers d'une usine ANCAN (trust

canadien de l'aluminium) au Québec ont décidé d'aller renforcer le piquet de grève «illégal» de l'usine ANCAN de Kitimat, en Colombie britannique (anglophone), à l'autre bout du pays. Et cela pour riposter à l'envoi de cadres québécois pour tenter de briser la grève.

Le 14 octobre 1976 a marqué une date historique dans l'histoire du mouvement ouvrier de notre pays : pour la première fois, une grève générale, contre la loi Trudeau, a uni, en un seul mouvement, les travailleurs anglophones et francophones d'un bout à l'autre du pays.

C'est dans ce contexte que s'est engagée la bataille électorale : le Parti libéral, de Bourassa, au pouvoir, a axé sa campagne principalement contre la lutte des travailleurs et contre leurs organisations syndicales. Il avait, de plus, fait la preuve de sa faillite économique. Les résultats des élections reflètent aussi, pour une bonne part, le refus et le rejet de la politique économique et de la politique répressive du gouvernement Bourassa.

Mais s'agit-il, pour autant, d'une adhésion aux perspectives «indépendantistes» du Parti québécois, de Levesque. C'est beaucoup moins certain.

(à suivre)

A propos de la lutte au sein de la Centrale Latino-Américaine des Travailleurs (C.L.A.T.)

Extraits d'un rapport du secteur international de la CFDT sur la réunion de la Confédération Mondiale du Travail (C.M.T.) à Caracas du 18 au 22/10/76.

Extraits de «Nouvelles CFDT» du 5/11/76.

La 168^e session du Comité Confédéral de la CMT s'est tenue du 18 au 22 octobre inclus au siège de la CLAT et de l'UTAL près de Caracas. L'UTAL (Université des Travailleurs d'Amérique Latine) est l'école de formation syndicale permanente de la CLAT qui y organise des stages, ouverts aux militants de tous les pays d'Amérique latine, d'une durée pouvant aller jusqu'à trois mois. La CLAT a installé son siège dans les mêmes locaux d'une capacité totale de cent cinquante à deux cents personnes.

L'Amérique Latine reste le problème important de la CMT. La CLAT n'a pas globalement varié son point de vue. Bien qu'Emilio Maspero, son secrétaire général bien connu, ait introduit la notion de nécessaire «renovation», qu'il préfère à la reconstruction du syndicalisme mondial, il n'en demeure pas moins que pour la CLAT toute transformation passe par une CMT forte, présente et active sur tous les

terrains, maintiendront-ils seuls cette position au prochain comité lorsque le débat nous obligera à décider des lignes d'orientation à soumettre au Congrès ? Seront-ils, d'ailleurs, seuls à ce moment-là à poser les problèmes en ces termes ?

Comme telle, la CLAT mérite une analyse et une réflexion en soi qui dépassant cette note succincte. La participation au Comité Confédéral CMT et les contacts trop rapides pris sur place à cette occasion, nous incitent à préciser cette analyse.

Nous devons la faire au niveau de la Commission Confédérale Internationale et du Bureau National dès que nous aurons les éléments d'information suffisants, en préparation pour le prochain congrès de la CMT.

La CLAT en effet, à cause de ses positions et du nombre de ses votes aux Congrès et conseils, joue un rôle déterminant dans la CMT. Son attitude peut être décisive soit pour bloquer la CMT dans sa conception



actuelle ou pour en faire un «instrument de dialogue» qui concentre ses efforts sur une restructuration du mouvement syndical international.

La CLAT connaît, à la fois, une progression certaine et une crise. Le plus intéressant de sa progres-

sion concerne la création de fédérations professionnelles latino-américaines autonomes qui englobent de nombreuses organisations professionnelles sans affiliation internationale.

La crise est sur le terrain dans plusieurs pays, où la CLAT connaît à la fois un

entrisme (même une agression) de groupes marxistes-léninistes et maoïstes et une liaison étroite avec la démocratie chrétienne. Cette liaison avec la démocratie chrétienne est dénoncée par les groupes gauchistes comme étant incompatible avec ses orientations.

Le débat sur l'action professionnelle a permis à la CMT de franchir une nouvelle étape dans une «opération vérité» entamée en la matière depuis longtemps déjà.

Hormis l'effort déjà signalé de la CLAT pour constituer, à quelques exceptions près, sans les FIP (fédérations internationales professionnelles de la CMT) ou malgré elles, des fédérations professionnelles continentales, rien n'a été entrepris par ces mêmes FIP au niveau mondial.

Dans ce contexte, il appartenait à la CMT de se situer. De définir avec qui travailler. De chercher ou non à être le moteur d'une restructuration globale. Sur la base de quels critères ?

Il a été décidé que ce problème vital de la CMT sera débattu au prochain comité confédéral sur la base d'un rapport écrit et qui constituerait le point central des débats du congrès CMT en octobre 1977.

DANS NOTRE COURRIER

Le Quotidien fera paraître prochainement une enquête sur la télévision

- Pourquoi l'éclatement de l'ancien ORTF. Un an après, comment fonctionne la télé Giscardienne.
- Comment les révisionnistes et les partis de gauche envisagent-ils le problème après 78 ? Quelle est leur pratique à l'intérieur de la télévision et dans les luttes qui se mènent même en son sein ?
- Les travailleurs et la télévision. Comment leurs luttes sont-elles rendues par les journaux télévisés ? Quelles émissions regardent-ils ?

Dans cette optique, nous invitons les lecteurs (travailleurs de la télé, ayant travaillé, ou simples téléspectateurs) à nous envoyer, au plus vite, leur contribution, témoignages, documents sur ce sujet.

CONFERENCE - DÉBAT

«La vraie Guinée de Sékou Touré»

Dimanche 21 novembre, de 14 heures à 19 heures, 177, rue de Charonne (métro : Alexandre-Dumas), l'Association des stagiaires et travailleurs guinéens en France organise, dans le cycle de ses réunions d'information, une conférence-débat sur «la vraie Guinée de Sékou Touré», animée par Jean-Paul Alata, ancien compagnon de Sékou Touré, onze ans ministre en Guinée, cinquante-quatre mois prisonnier dans un camp de torture de Conakry, auteur d'un livre interdit : «Prison d'Afrique». Au programme : films sur l'Afrique, document vidéo couleur, musique africaine, stand culturel. Garderie d'enfants. Entrée libre.

Châlons-sur-Marne du 23 au 27 novembre

Mardi 23 nov.	17 h	Rencontre avec J.F. Morange et A. Fertier
Chanson	21 h	Récital J.F. Morange
Mercredi 24 nov.	20 h 30	«Bonne chance la France»
Cinéma		
Jeudi 25 nov.	16 h	Rencontre avec les Editions des Femmes
Livre	21 h	Débat
Vendredi 26 nov.	20 h 30	Travail théâtral (inscription jusqu'au 23 nov. MJC)
Théâtre		
Samedi 27 nov.	14 h	Exposition - rencontre avec des graveurs. Démonstration
Arts Plastiques	à 20 h	

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à la MJC du Verbeau, rue G. Barbier - Châlons-sur-Marne - Tél. (26) 68 36 37.

Cette semaine est organisée avec la participation de la Bibliothèque de Châlons, de J.F. Morange, les Editions des Femmes, Ciné-Lutte, Antoine Skaplinsk, le Front des Artistes Plasticiens.

FRONT ROUGE VIENT DE PARAÎTRE

Passez vos commandes à Front Rouge
B.P. 68 75019 Paris



ORGANE CENTRAL
du
PARTI
COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste
Novembre 1978
N° 10 5 F



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IFCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
- Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
- Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20, rue de Karampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'éché prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

feuilleton

325 000 FRANCS

de
Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

51^e épisode

La pause des huit heures-minuit était consacrée quatre jours sur sept à Marie-Jeanne, le mardi et le jeudi chez elle, comme par le passé, le samedi au cinéma et le dimanche au bal. Depuis la réconciliation à laquelle tant de personnes avaient collaboré, leurs fiançailles étaient officielles; toute la ville suivait l'accomplissement de la prouesse entreprise pour gagner la caution de la gérance du snack-bar; on se demandait : tiendra, tiendra pas? on faisait des paris. Il n'est pas rare que des ouvriers aux presses travaillent onze heures par jour, mais pour une courte période. Les huit-fois-quatre pendant plus d'une demi-année frappaient les imaginations.

Leurs mardis et leurs jeudis, Busard parlait beaucoup. Il n'en finissait plus de supputer les bénéfices du snack-bar, de calculer l'âge où ils deviendront propriétaires, celui où ils feront construire un second établissement dont ils confieront la gérance à qui donc? Il s'imaginait même à la tête de toute une chaîne de snack-bars, de Paris jusqu'à Nice, chacun portant un numéro qui correspondra au kilométrage depuis Paris. Aux environs de Lyon le snack-bar sera exactement à mi-chemin entre les deux villes, si bien que le chiffre aura la même signification pour les voyageurs venant de Nice que pour ceux venant de Paris; ce sera curieux. Au demeurant les numéros de leurs snack-bars ne seront jamais dépourvus de sens; pour les uns, ils signifieront : j'ai déjà fait tant de kilomètres; pour les autres : il me reste à faire tant de kilomètres; ce sera amusant. Il sera même possible de signaler chacun de leurs établissements par les deux chiffres; par exemple entre Auxerre et Avallon : snack-bar 190-743, ou même simplement les deux chiffres, sans l'indication snack-bar, en tubes au néon, rouges pour la distance depuis Paris, bleus pour la distance depuis Nice; ce sera original.

Marie-Jeanne écoutait distraitement, en brochant ses jours. Elle ne relevait pas les incongruités. Elle savait qu'il ne faisait que répéter les ratiocinations qui lui permettaient de surmonter l'ennui du service de la presse à injecter. Toutes les femmes de Bionnas connaissent ce délire rationnel, caractéristique de l'état intermédiaire entre la veille et le sommeil provoqué par le travail prolongé aux presses. Elle avait envie de lui dire « tais-toi », et peut-être de le cajoler jusqu'à ce qu'il s'endorme complètement. Elle ne le faisait pas, respectant son amour-propre d'homme.

Quand ils s'étendaient sur le lit, à onze heures, selon leur tradition, il mettait moins de fougue dans ses attaques et elle moins de fermeté à le repousser. Fin août, elle lui céda. Elle pensa qu'il méritait bien cela. Il dut partir presque aussitôt, le Bressan, à l'atelier, attendant la relève.

Il ne dormait qu'après quatre heures du matin. Mais il était réveillé dès six heures par sa mère et sa sœur qui faisaient bruyamment le café et le ménage.

Il maigrit. Les creux à la base du nez firent apparaître davantage qu'il a les yeux exceptionnellement rapprochés, ce qui accentua son air buté, son regard de garçon prêt à faire un coup de tête.

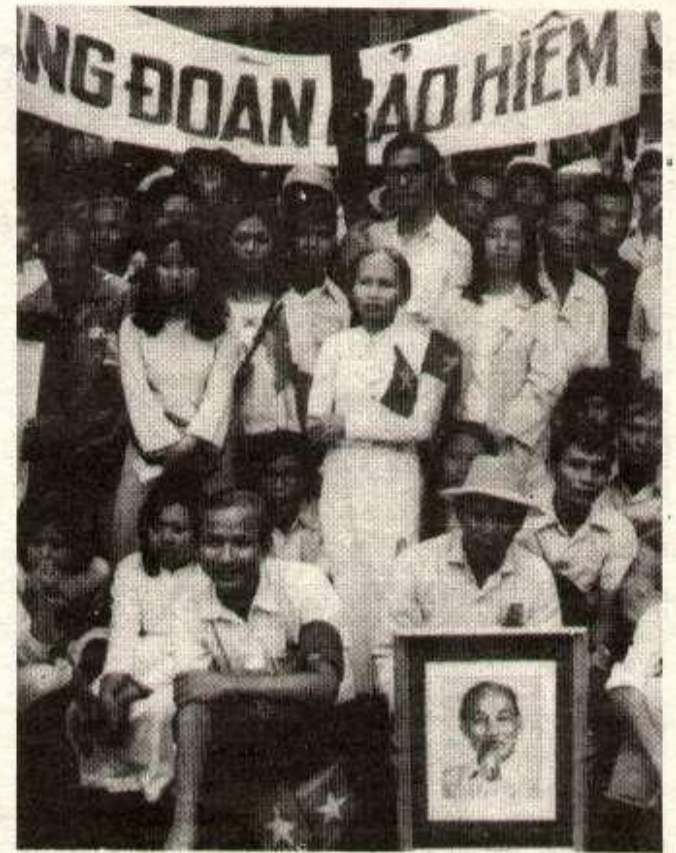
(à suivre)

BREVE HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL DU VIETNAM

En quelques pages, voici retracée l'histoire du Parti du Travail du Vietnam, histoire indissociable de celle de la victorieuse révolution vietnamienne. Depuis les premiers temps de la lutte contre l'impérialisme français, jusqu'à la victoire totale sur l'impérialisme américain, plus de quarante ans d'une histoire exaltante

se déroulent, avec, à chaque fois les choix stratégiques opérés par le PTV, les luttes menées pour son renforcement et sa consolidation. Une histoire de victoires et de luttes, dominée par la prestigieuse figure du camarade Ho Chi-minh.

(Editions de Hanoi, 1976, 3,50 F).



A. Pano : L'inflation, maladie chronique du monde capitaliste

Ouvrage publié en 1975 à Tirana, cette étude d'A. Pano explique le processus inflationniste dans les économies capitalistes et révisionnistes aujourd'hui, en se fondant sur les acquis de l'économie politique marxiste-léniniste. Après un bref rappel historique et théorique des analyses de Marx sur l'inflation,

la monnaie, et les prix, A. Pano souligne quelles sont aujourd'hui les caractéristiques spécifiques de l'inflation dans les pays capitalistes ou révisionnistes, à capitalisme restauré, ainsi que les politiques des bourgeoisies pour reporter le poids de leur crise sur le prolétariat et les peuples euro-

péens.

Clair et concis, ouvrage de vulgarisation sans pour autant être réducteur, il permet d'approfondir la réflexion des marxistes-léninistes sur la crise actuelle de la classe bourgeoise.

(CEDAS, 6 F, Librairie N. Bethune, 76 bd St-Michel 75006 - PARIS -).

LA SANTE EN CHINE

(Publication des Amitiés Franco-Chinoises)

Rassemblant des articles et témoignages de membres des AFC ayant séjourné en Chine, cette brochure trace à grands traits l'organisation politique et sociale des services sanitaires en Chine. Elle insiste particulièrement sur le contenu de classe des choix qui président à cette politique de la santé, en Chine socialiste.

Programme télé

Samedi 20 novembre

Dimanche 21 novembre

TF1

18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro Un. Emission de variétés avec aujourd'hui Sophie Desmarets, Charles Trenet, Guy Béart.
21 h 30 - Mac Coy : premier épisode d'une nouvelle série policière américaine (une de plus !) avec Tony Curtis.
22 h 50 - Les comiques associés
23 h 20 - Journal
23 h 35 - fin des émissions

A 2

18 h 00 - La course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Il était une fois... la caméra invisible
20 h 00 - Journal
20 h 20 - D'accord pas d'accord
20 h 30 - Gustalin, d'après le roman de Marcel Aymé. L'arrivée de deux citadines dans un village du Jura. Une vision passablement réactionnaire du monde rural.
23 h 30 - Journal

FR 3

18 h 15 - Emission régionale
18 h 45 - Les ateliers du magicien
19 h 05 - Emissions régionales -Entracte-
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Un homme, un événement
19 h 55 - Journal
20 h 00 - Spécial outre-mer
20 h 30 - Frankenstein - Télé-film en deux épisodes qui s'inspire de la célèbre histoire de Frankenstein, créateur d'un être humain à visage de monstre
22 h 10 - Journal

TF 1

18 h 45 - Les jours heureux
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - Journal
20 h 30 - Qui ? Le film du dimanche soir. Film policier avec Romy Schneider et Maurice Ronet. Intrigue confuse, ficelles usées. Un navet
21 h 50 - Elections législatives partielles
22 h 20 - Questionnaire
Emission d'actualités. Aujourd'hui «Le Monde» en question ? Avec Jacques Fauvet, directeur du journal.
23 h 20 - Journal

A 2

18 h 05 - Super Jaimie
19 h 05 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Récital Scope. Emission de variétés avec Nicoletta, Georges Chakiris
21 h 30 - Spécial élections législatives partielles
22 h 00 - Les ombres disparaissent à midi. Dernier épisode du feuilleton soviétique
22 h 50 - Chefs-d'œuvre en péril
23 h 40 - Journal

FR 3

19 h 05 - Hexagonal
19 h 55 - Spécial sports
20 h 05 - Flèche noire
20 h 30 - L'Homme en question. Emission débat avec ce soir Léon Zitronne
21 h 30 - Aspects du court métrage français
22 h 30 - Cinéma de Minuit. L'âge d'or Hollywoodien (1932-1945) La femme et le pantin
Un des plus célèbres rôles de Mariène Dietrich dans un film baroque de Josef Von Sternberg.

LES PECHEURS BRETONS FACE AUX CHALUTIERS RUSSES -1-

Reportage d'Eric BREHAT

La marée est à cinq heures. En bas du bourg, sur la jetée du petit port, l'équipage d'un caseyeur fait la chaîne pour embarquer casiers et matériel de pêche. La météo est mauvaise. Il faut y aller. Quatre heures de mer pour arriver là où ont été mouillés les casiers à crustacés. «Marcel, tu es sûr que c'est là, je ne vois pas les filières ?» «On est en plein dedans, normalement !». Les bouées indiquant la présence des précieux casiers ont disparu. A la radio, un autre caseyeur passe un message : «A cinq milles au nord-est d'Ouessant, on a vu une dizaine de chalutiers russes, avec un bateau-usi-

ne...» Voilà pourquoi on ne trouve plus les filières. Chez les pêcheurs, on serre les dents.

Cette scène est devenue courante, en Bretagne Nord où, depuis quelques mois d'importantes flotilles de chalutiers soviétiques ratissent la mer, et au passage les casiers et les filets. Les pêcheurs bretons en ont assez. Et leur colère les fait rejoindre en un certain sens le formidable combat engagé depuis plusieurs années par les peuples du Tiers-Monde pour récupérer les richesses de leurs fonds marins. Dans ce combat, l'Union Soviétique, aujourd'hui présente sur toutes les mers, est un ennemi très dangereux.

DE L'INCIDENT A L'ACCIDENT ?

C'est du Conquet que sont parties les premières réclamations. Yvan Gouzien, patron du «Petit Fanch» à Lampaul Plouarzel, un peu au Nord de la pointe St Mathieu, a non seulement perdu du matériel, mais a aussi failli se faire couper en deux. Au début septembre, le petit Fanch, caseyeur de quatorze mètres mouillait ses six cents casiers au Nord du phare du Four, après Ouessant. «Maintenant, pour pouvoir ramener ce qu'il faut de crabes pour payer les frais, il

faut aller loin, lorsque le temps le permet». Yvan Gouzien raconte : «On a vu arriver un chalutier soviétique. On relevait nos filières, il chalutait. Il était tout près de nous et massacrait tout. Il arrachait les casiers et coupait les filières. Il a même fait un demi-tour devant notre nez. Il a failli nous couper en deux. On leur faisait des signes. Ils ne bronchaient pas, ça avait plutôt l'air de les faire rire, sur leur bateau de plus de soixante mètres. J'ai dû débrayer et faire

machine arrière précipitamment».

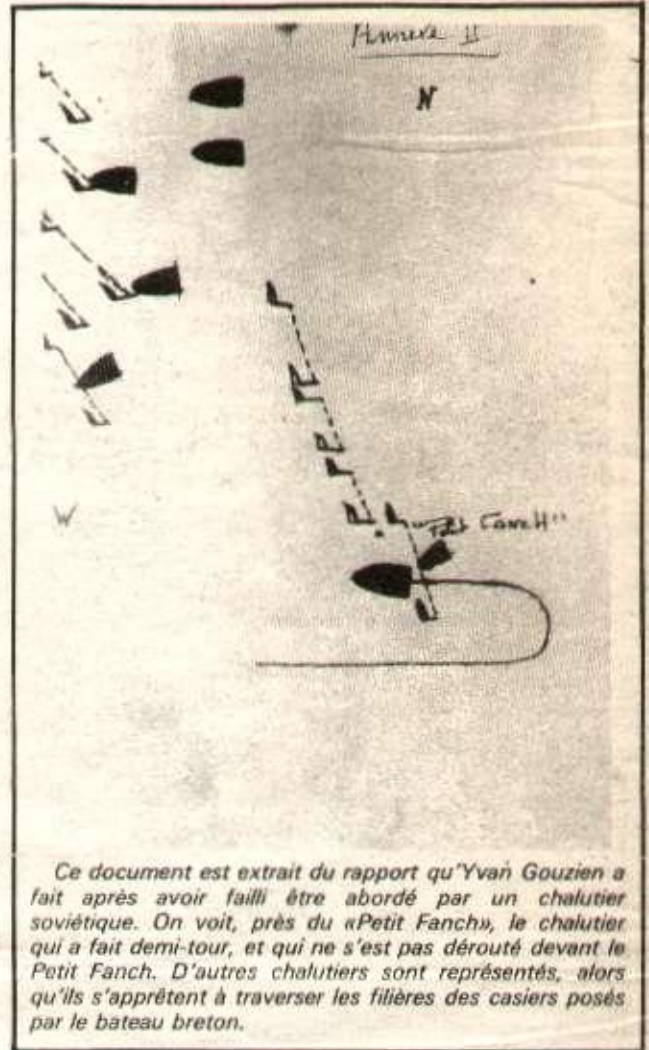
Le chalutier qui n'avait pas voulu se dérouter n'était pas seul. Cinq autres parmi une vingtaine chalutaient avec lui, en ligne, droit sur les filières du Petit Fanch. Le lendemain, soixante-cinq casiers étaient perdus, sans compter les filières sectionnées, les ballons perdus, le temps passé à draguer pour retrouver les casiers, et le manque à gagner des journées perdues faute de matériel. Aujourd'hui, M. Gou-

zien estime la perte à plus de treize mille francs.

Le plus grave c'est qu'un accident a ainsi failli se produire, entre un navire de soixante mètres de deux mille tonnes, et un bateau en bois de vingt tonneaux. Que serait-il resté du «Petit Fanch» ? M. Masson, beau-père d'Yvan Gouzien ne cache pas son inquiétude : «Il y a un an, un chalutier guilviniste était coulé. Aucun survivant. C'est un bateau russe qui l'a coulé en pleine nuit. Le commandant du bateau russe a déclaré que le chalutier naviguait sans feux ! C'est curieux, quand même pour un chalutier. Et personne n'était plus là pour contredire le commandant soviétique».

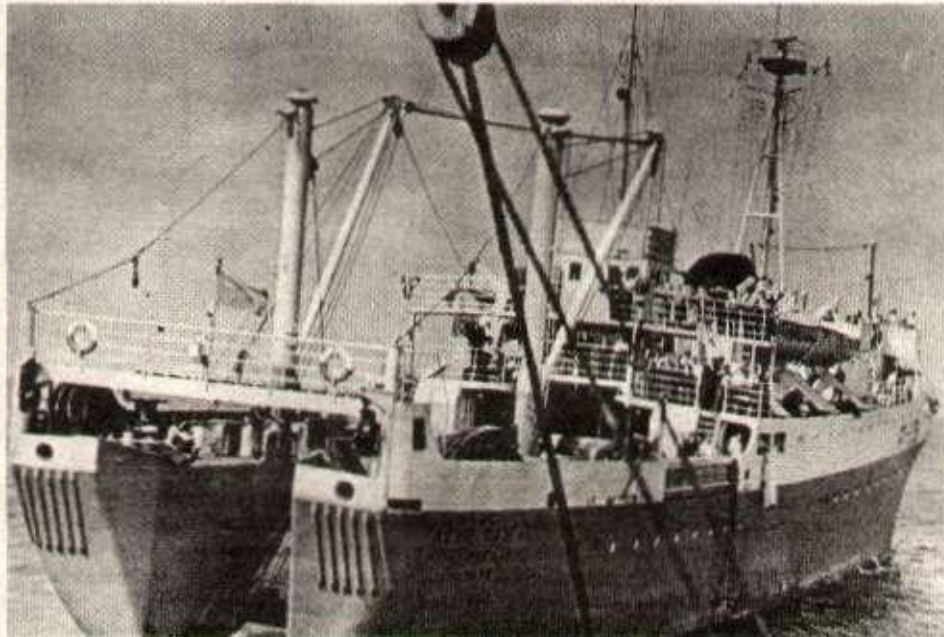
«QU'ILS S'EN Aillent :
LA SEULE SOLUTION»

L'affaire du petit Fanch est maintenant connue dans tous les ports du Finistère, du Guilvinec à Primel. Parce qu'Yvan Gouzien et son beau-père n'ont pas voulu en rester là : «Auparavant, on allait pêcher sur les côtes mauritaniennes. Les Mauritanais ont voulu récupérer leurs eaux. Ils n'y ont pas été par quatre chemins : ils sont montés sur les bateaux avec la mitrailleuse, ils ont obligé les langoustiers de chez nous à aborder, et ils ont gardé la pêche. Quand ça nous est arrivé, on n'était pas très contents, c'est sûr. Et le gouvernement français n'a rien fait pour nous. Mais les Mauritanais avaient raison : si on veut garder ses eaux, il faut prendre les moyens. La même chose s'est produite au Brésil. Pourquoi ne pourrions-nous pas aussi défendre nos côtes ? Si les flottilles soviétiques continuent comme cela, c'est la fin de la petite pêche, casier et palangre. Il n'y a pas que les Soviétiques, il y a aussi les Polonais, les Allemands de l'Est, les Hollandais, mais il faut bien dire que les Russes sont de loin les plus nombreux, et les plus



Ce document est extrait du rapport qu'Yvan Gouzien a fait après avoir failli être abordé par un chalutier soviétique. On voit, près du «Petit Fanch», le chalutier qui a fait demi-tour, et qui ne s'est pas dérouter devant le Petit Fanch. D'autres chalutiers sont représentés, alors qu'ils s'apprêtent à traverser les filières des casiers posés par le bateau breton.

Le pillage soviétique des mers



Le «Léon Paegle», chalutier soviétique de 85 mètres de long. Possédant des installations frigorifiques et des fabriques d'huile et de farine, c'est un chalutier-usine. Un caseyeur de quinze mètres ne l'impressionne pas beaucoup.

Extension de la grande pêche :

- En 1960, 70 % à 90 % de la pêche soviétique se faisait dans les eaux territoriales de l'URSS.
- Pendant les années 60, l'URSS dépense quatre milliards de dollars pour la grande pêche et construit quatre flotilles de haute pêche.
- Aujourd'hui, le volume de prise de la haute pêche soviétique s'est multiplié par onze.

- 90 % des prises proviennent des plateaux continentaux des autres pays : 8,7 millions de tonnes sur un total de 9,6 millions de tonnes en 75.

- Les prises en eaux intérieures restent à la moitié de ce qu'elles étaient dans les années cinquante.

DÉVELOPPEMENT DE LA FLOTTE DE PÊCHE

Elle comporte actuellement plus de quatre mille

unités dont le tonnage total dépasse six millions de tonnes ainsi réparties :

- Six cent quarante trois gros et modernes chalutiers de deux mille tonnes ou plus, le reste de la flotille mondiale en chalutiers de ce tonnage étant de deux cents cinquante neuf unités !

- Des bateaux usines dont le tonnage global est de trois millions de tonnes, sur les 3,5 que comporte le tonnage mondial.

dangereux. Il faut que tous les pêcheurs qui ont eu des problèmes avec les Soviétiques le fassent savoir, fassent un rapport, signent des pétitions. Et si rien n'est obtenu, si les deux cent mille n'entrent pas en application, il y aura du

grabuge. On a des funes (câbles de remorques) à bord. On saura les équiper avec des lames. Alors on passera à 90° des chalutiers russes, et ils verront ce qui arrivera à leurs chaluts ! Il faut qu'ils s'en aillent, c'est la seule solution !»

La pêche au casier

Le casier est utilisé pour pêcher le crustacé : crabe dormeur, langouste, homard, araignée de mer. Dans les eaux bretonnes, et en Manche, il ne reste quasiment plus que du dormeur. Le casier est une cage cylindrique de 70 centimètres de long pour 40 centimètres de diamètre. Sur le côté, un entonnoir permet l'entrée du crustacé, attiré par du poisson placé à l'intérieur, généralement du grondin. Les casiers sont reliés entre eux par un filin de nylon, une «filière». En raison de sa densité, le nylon flotte entre chaque casier. Si un chalutier coupe la filière, son chalut peut l'accrocher et ainsi arracher les casiers. La filière comporte une soixantaine de casiers sur une longueur de quinze cents mètres. A chaque extrémité, un filin relie la filière porteuse de casiers à la surface. Sa longueur varie autour de trois cents mètres. On l'appelle l'orin. Il est attaché

à un «ballon», grosse boule de plastique rose ou orange, visible de loin, et à une perche de plus d'un mètre, porteuse d'un fanion. Une filière, ça se voit !

Un caseyeur comme le petit Fanch mouille en été chaque jour neuf filières, soit près de six cents casiers. Chacun d'eux, plein fait en moyenne trente kilos. C'est un équipage de cinq à six hommes qui fait ce travail. Selon les ports, les règles d'armement sont différentes. Le patron pêcheur est toujours propriétaire du bateau, il est «armateur unique». Il paye les charges afférentes à l'armement de son bateau. Dans certains ports, ce sont les matelots qui sont propriétaires des casiers : chaque matelot apporte avec lui une partie du matériel de pêche.

Un casier en bois revient à peu près à cinquante francs, un casier en plastique (plus solide) fait cent francs.